

COI Focus

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA) Situation sécuritaire

6 décembre 2019 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles utilisés.....	3
Introduction	5
1. Bref historique	6
2. Etat actuel du conflit	8
2.1. Formation d'un gouvernement inclusif	8
2.2. Désarmement	9
2.3. Situation sécuritaire	10
3. Parties en présence	11
3.1. Forces internationales	11
3.2. Forces nationales.....	11
3.3. Groupes armés	12
3.3.1. Ex-Séléka	12
3.3.2. Anti-balaka	13
3.3.3. Autres groupes armés	14
3.3.4. Groupes d'autodéfense à Bangui	15
4. Typologie de la violence	15
4.1. Affrontements entre groupes armés	16
4.2. Attaques contre les forces nationales, internationales et les représentants de l'Etat	16
4.3. Attaques contre des travailleurs humanitaires	17
4.4. Exactions contre les civils	17
4.5. Criminalité	18
4.6. Violations des droits de l'homme.....	19
5. Cibles de la violence	20
5.1. Civils	20
5.2. Travailleurs humanitaires.....	21
6. Répartition géographique.....	21
6.1. A l'intérieur du pays	22
6.2. A Bangui.....	23
7. Déplacements de population	24
Résumé	26
Annexes	27
Bibliographie	28

Liste des sigles utilisés

3R	Retour, réclamation et réhabilitation
ADV	African Daily Voice
APP	Agence de presse panafricaine
CNC	Corbeau News Centrafrique
CNDS	Commission nationale de défense et de sécurité
CPI	Cour pénale internationale
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DIIS	Danish Institute for International Studies
DDPC	Front démocratique du peuple centrafricain
DW	Deutsche Welle
EUTM RCA	Mission militaire de formation de l'Union européenne en République centrafricaine
FACA	Forces armées centrafricaines
FDPC	Front démocratique du peuple centrafricain
FPRC	Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique
FSI	Forces de sécurité intérieure
GIS	Groupe international de soutien
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
IPIS	International Peace Information Service
LRA	Lord Resistance Army (Armée de résistance du seigneur)
MINUSCA	Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies en République centrafricaine
MLCJ	Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice
MNLC	Mouvement national pour la libération de la Centrafrique
MPC	Mouvement patriotique pour la Centrafrique
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)
ONU	Organisation des Nations unies
PRNC	Parti du rassemblement de la nation centrafricaine
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RJ	Révolution et justice
RJDH	Réseau des journalistes pour les droits de l'homme
RPRC	Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique
USMS	Unité spéciale mixte de sécurité

UPC Union pour la paix en Centrafrique
VOA Voice of America

Introduction

L'objectif de la présente recherche consiste à dresser un état des lieux de la situation sécuritaire en République centrafricaine (RCA). Elle porte sur la période allant du 1er avril 2019 au 1er novembre 2019. Ce document constitue une mise à jour du COI Focus intitulé *République centrafricaine (RCA). Situation sécuritaire*, du 4 avril 2019. La recherche documentaire a été clôturée le 5 novembre 2019.

L'analyse se compose de sept parties. La première rappelle brièvement les origines du conflit, la deuxième donne un aperçu de la situation politique et sécuritaire depuis la fin mars 2019. Le troisième chapitre rappelle quelles sont les parties en présence : forces internationales, forces nationales de défense et de sécurité et groupes armés. Les trois chapitres suivants sont consacrés successivement à la typologie, aux cibles et à la répartition géographique des violences. Les déplacements de population occasionnés par ces violences font l'objet du dernier chapitre.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques du Secrétaire général au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), les rapports du groupe d'experts des Nations unies sur la Centrafrique, les rapports d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales de défense des droits de l'homme, telles que Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International (AI). Le Cedoca s'est aussi basé sur des rapports de l'International Crisis Group (ICG), une ONG internationale impliquée dans la prévention et la résolution des conflits armés, et sur des études conduites par des centres de recherche comme l'International Peace Information Service (IPIS)¹, le Danish Institute for International Studies (DIIS)² et l'Enough Project³. Le Cedoca a en outre consulté la presse internationale et locale.

Les conditions de sécurité en RCA font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

¹ IPIS est un institut de recherche indépendant qui produit des outils de recherche, d'analyse et de renforcement des capacités pour soutenir les acteurs qui travaillent en faveur de la paix positive, du développement durable et du respect des droits de l'homme. IPIS s'est spécialisé sur l'Afrique sub-saharienne. Voir : IPIS, s.d., [url](#)

² DIIS est un institut de recherche indépendant proposant des analyses sur la politique internationale. Voir : DIIS, s.d., [url](#)

³ L'Enough Project est une ONG américaine co-fondée par le Center for American Progress et ICG en 2007. Sa mission déclarée est de mettre fin au génocide et aux crimes contre l'humanité. Voir : The Enough Project, s.d., [url](#)

1. Bref historique

A la fin de l'année 2012, des groupes rebelles majoritairement composés de musulmans se sont unis pour former une alliance - la Séléka⁴ - dans le but de renverser le président François Bozizé⁵. Malgré la signature, en janvier 2013, d'un accord de paix entre le gouvernement et la Séléka, cette dernière s'est emparée de Bangui et a renversé le président Bozizé en mars 2013⁶. Michel Djotodia, l'un des leaders des groupes rebelles, a suspendu la constitution et s'est installé comme président par intérim, fonction à laquelle il a ensuite été confirmé par un gouvernement de transition⁷.

Lors de la prise du pouvoir par la Séléka, le pays a été soumis à une violence dirigée principalement contre la communauté chrétienne, représentant 80 % de la population⁸. Malgré la décision de Michel Djotodia de dissoudre la Séléka en septembre 2013, la plupart de ses membres ont refusé d'être démobilisés et ceux que l'on appelait désormais les ex-Séléka ont continué de commettre des exactions⁹. Des groupes d'auto-défense se sont alors organisés et ont lancé des attaques contre les ex-Séléka et contre des civils musulmans considérés comme soutenant ceux-ci. Des soldats appartenant aux Forces armées centrafricaines (FACA) et à la garde présidentielle, restés loyaux à François Bozizé, ont rejoint ces groupes¹⁰. Ils sont connus sous le nom d'anti-balaka¹¹.

Le 5 décembre 2013, les anti-balaka ont lancé des attaques coordonnées sur Bangui. Une série de représailles entre ex-Séléka et anti-balaka ont dégénéré en violences entre civils musulmans et chrétiens, dans la capitale ainsi que dans le pays. Les événements des 5 et 6 décembre 2013 ont fait un millier de victimes¹².

⁴ Séléka signifie alliance en langue sango.

⁵ HRW, 09/2013, p. 5, p. 29 et suivantes, [url](#)

⁶ Le Monde (Loubière T.), 05/12/2013, [url](#)

⁷ HRW, 09/2013, p. 5, p. 29 et suivantes, [url](#)

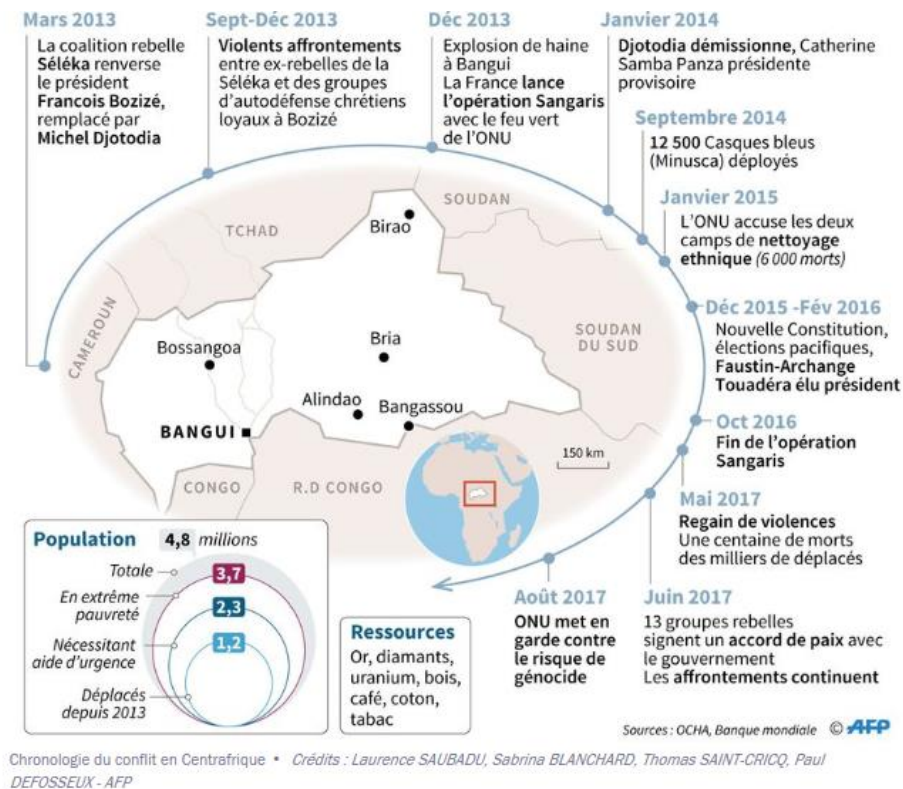
⁸ AI, 02/2014, pp. 5-6, [url](#) ; Le Monde (Loubière T.), 05/12/2013, [url](#)

⁹ IRIN, 19/05/2015, [url](#) ; IDMC, 26/05/2015, p. 4, [url](#)

¹⁰ HCDH, 14/01/2014, [url](#)

¹¹ Anti-balaka signifie littéralement anti-machette en langue sango.

¹² HCDH, 14/01/2014, [url](#)



Chronologie du conflit en Centrafrique¹³

En décembre 2013, la France est intervenue militairement en République centrafricaine en y déployant la mission Sangaris, forte de 1.600 hommes. Alors qu'il s'agissait au départ d'une mission ne devant pas excéder six mois, le retrait des troupes françaises n'est intervenu qu'en octobre 2016¹⁴.

Le 10 janvier 2014, sous la pression des chefs d'Etat d'Afrique Centrale, Michel Djotodia a remis sa démission¹⁵. Dix jours plus tard, Catherine Samba-Panza, maire de Bangui, a été élue présidente de transition par le Parlement¹⁶.

Fin janvier 2015, un accord de cessez-le-feu et d'arrêt des hostilités a été signé à Nairobi sous la médiation kényane¹⁷. Il a été suivi, en mai 2015, d'un accord de principe entre le gouvernement et neuf groupes armés sur les questions de leur démobilisation et de leur désarmement¹⁸. Le gouvernement a ensuite élargi les discussions à cinq groupes non signataires de l'accord¹⁹.

Des élections présidentielles couplées à des législatives sont venues clôturer la transition entamée en janvier 2014. Faustin Archange Touadéra a été élu président de la République en février 2016²⁰.

¹³ France Culture, 03/05/2018, [url](#)

¹⁴ Le Monde, 25/02/2014, [url](#) ; Le Point, 31/10/2016, [url](#)

¹⁵ Huffington Post, 10/01/2014, [url](#)

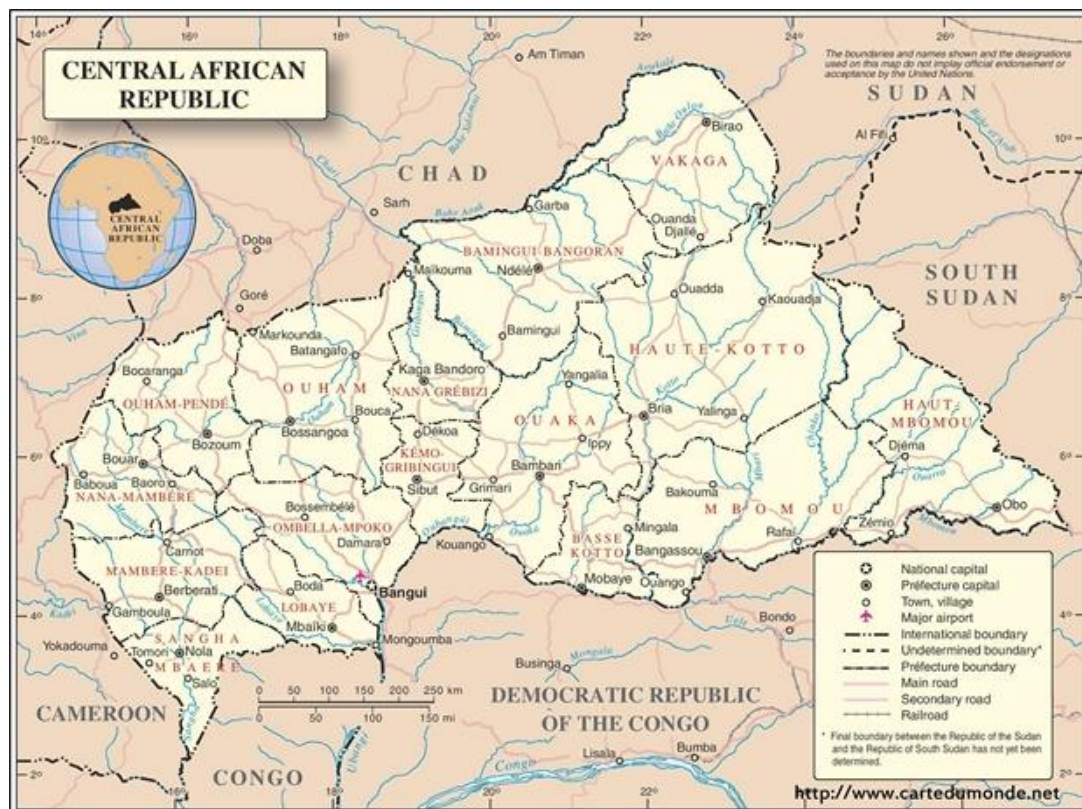
¹⁶ L'Express, 20/01/2014, [url](#)

¹⁷ RFI, 28/01/2015, [url](#) ; Jeune Afrique (Kibangula T.), 29/01/2015, [url](#)

¹⁸ Jeune Afrique (Duhem V.), 11/05/2015, [url](#)

¹⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 29/09/2016, p. 15, [url](#)

²⁰ French China, 05/03/2016, [url](#)



Carte de la République centrafricaine²¹

2. Etat actuel du conflit

2.1. Formation d'un gouvernement inclusif

Un accord de paix entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés²², le huitième depuis 2013, a été signé à Khartoum (Soudan) le 5 février 2019²³.

Le 25 février 2019, Firmin Ngrébada a été nommé au poste de Premier ministre en remplacement de Simplicie Mathieu Sarandji. Le nouveau Premier ministre a pour mission de former un gouvernement inclusif comme prévu par l'accord de Khartoum²⁴. Le 3 mars 2019, la composition du nouveau gouvernement a été rendue publique. Les groupes armés y ont des représentants. Le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) obtient deux portefeuilles, l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) et le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) chacun un portefeuille²⁵. Le lendemain, cinq des quatorze groupes armés signataires de l'accord de paix ont exprimé publiquement leur désaccord avec le gouvernement nouvellement formé, considéré comme non inclusif. L'UPC, le MPC et le FPRC estimaient que leur participation au processus de paix était remise en cause. Le FPRC a annoncé son retrait du gouvernement. Le Front démocratique du peuple

²¹ Carte du monde, s.d., [url](#)

²² La liste des quatorze groupes armés signataires de l'accord de paix figure en annexe 1 de ce document.

²³ RFI, 05/02/2019, [url](#)

²⁴ Apanews, 25/02/2019, [url](#)

²⁵ ADV, 03/03/2019, [url](#)

centrafricain (FDPC) qui n'avait obtenu aucun poste ministériel s'est quant à lui retiré de l'accord de paix²⁶.

L'Union africaine a réuni les parties à Addis-Abeba le 18 mars 2019. Deux jours plus tard, les autorités et les quatorze groupes armés sont parvenus à s'entendre sur la composition d'un nouveau gouvernement inclusif²⁷. Celui-ci a été arrêté par décret présidentiel le 22 mars 2019. Il confirme le maintien de la majorité des membres de l'équipe gouvernementale annoncée quelques semaines plus tôt mais est marqué par l'entrée de nouveaux représentants des groupes armés. Le FDPC qui n'avait aucun représentant dans le gouvernement formé début mars voit l'arrivée d'Abdoulaye Miskine en tant que ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public. Deux ministères sont attribués au MPC et à l'UPC (ils disposaient déjà d'un représentant chacun dans la précédente équipe) et un au Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ)²⁸. Le rapport de l'ONU de juin 2019 mentionne que, dans le gouvernement formé le 22 mars, 25 postes ont été attribués à des personnes de la majorité présidentielle, treize à des membres de neuf groupes armés et un à l'opposition²⁹. Une dizaine de chefs de groupes armés sont par ailleurs nommés à des postes de responsabilité dans des zones sous leur contrôle. Ainsi, Ali Darassa, le chef de l'UPC, est nommé conseiller spécial militaire à la primature, en charge des unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) de la zone de Bambari³⁰. Mahamat Al Khatim, le chef du MPC, est nommé conseiller militaire chargé des USMS dans la zone centre-nord³¹. Abass Sidiki, le chef du groupe Retour, réclamation et réhabilitation (3R) est nommé conseiller militaire chargé des USMS pour le nord-ouest³². Marcel Bagaza, un cadre du FDPC, est nommé préfet de la Nana-Mambéré³³.

Dans un rapport d'évaluation de l'accord de paix de juin 2019, International Crisis Group (ICG) mentionne que l'attribution de hautes fonctions au sein des institutions de l'Etat à des chefs de guerre a été mal perçue par la population et les partis d'opposition³⁴. Un mouvement réunissant des représentants de la société civile et des leaders de l'opposition exige d'ailleurs l'abrogation des décrets de nomination des chefs de groupes armés et menace d'appeler à la désobéissance civile³⁵. De leur côté, certains chefs de groupes armés qui ont été nommés à des postes officiels remettent progressivement en cause leur participation au processus de paix. Fin juillet 2019, un communiqué du FDPC d'Abdoulaye Miskine exige la démission du président Touadéra³⁶. Mahamat Al Khatim, le chef du MPC nommé conseiller militaire dans la zone de Kaga-Bandoro donne sa démission fin août 2019, fustigeant dans un communiqué des fonctions « fictives et non effectives »³⁷. Début septembre 2019, Abass Sidiki, le chef du groupe 3R, démissionne de son poste de conseiller militaire³⁸.

2.2. Désarmement

Dans son rapport de juin 2019, ICG souligne la réticence des groupes à désarmer. Parmi ceux-ci, le groupe 3R qui s'est rendu coupable de violences ayant fait une quarantaine de victimes civiles à Paoua en mai 2019 (voir point 4.4.) malgré son engagement dans le processus de paix. En septembre 2019, la Mission de stabilisation des Nations unies en République centrafricaine (MINUSCA) a d'ailleurs mené

²⁶ Jeune Afrique, 04/03/2019, [url](#) ; RFI, 04/03/2019, [url](#) ; Sputniknews (Simo A.), 07/03/2019, [url](#)

²⁷ Jeune Afrique, 20/03/2019, [url](#) ; RFI, 20/03/2019, [url](#)

²⁸ Jeune Afrique, 22/03/2019, [url](#) ; Africanews, 23/03/2019, [url](#)

²⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 2, [url](#)

³⁰ VOA, 18/04/2019, [url](#)

³¹ VOA, 27/08/2019, [url](#)

³² Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 2, [url](#)

³³ CNC (Lenga G.), 28/04/2019, [url](#)

³⁴ ICG, 18/06/2019, [url](#)

³⁵ CNC (Mbata A.), 01/06/2019, [url](#)

³⁶ Jeune Afrique (Pabandji P.), 19/08/2019, [url](#)

³⁷ VOA, 27/08/2019, [url](#)

³⁸ RFI, 27/09/2019, [url](#)

une opération d'envergure dans le nord-ouest du pays pour freiner la volonté d'expansion territoriale du groupe hors de sa zone³⁹. Dans son rapport d'octobre 2019, l'ONU mentionne que la réticence du groupe 3R à participer au processus de désarmement, démobilisation, rapatriement et réintégration (DDRR) reste « très problématique »⁴⁰.

Entre juin et octobre 2019, plus de 350 combattants de cinq groupes ont été désarmés. Depuis décembre 2018, un total de 583 combattants de sept groupes armés ont été démobilisés et désarmés, d'après des chiffres de l'ONU d'octobre 2019⁴¹.

Le site d'informations en ligne Voice of America (VOA) rappelle, dans un article du 17 octobre 2019, que l'accord de paix signé en février 2019 prévoit l'intégration des combattants des groupes armés au sein de l'armée régulière par le biais des USMS. Celles-ci seront composées de 40 % de soldats de l'armée régulière et de 60 % d'ex-rebelles. Une première unité mixte a débuté sa formation en octobre 2019⁴².

2.3. Situation sécuritaire

En avril 2019, deux mois après la signature de l'accord de paix, Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de maintien de la paix, constatait, lors d'une réunion du Groupe international de soutien (GIS) à la Centrafrique qui s'est tenue à Bangui, une « décrue de la violence »⁴³.

En juin 2019, le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RCA, Mankeur Ndiaye, évoquait une situation sécuritaire demeurant « fragile » après des violences à l'encontre de civils par des éléments d'un groupe armé dans la préfecture de l'Ouham-Pendé en mai 2019 (voir point 5.1.)⁴⁴.

En août 2019, la MINUSCA, constatant une diminution de deux tiers des violences en un an, affirmait qu'il s'agissait bien d'une baisse « tendancielle » et non plus passagère⁴⁵.

Le rapport du Secrétaire général des Nations unies du 15 octobre 2019 souligne que : « [I]es atteintes à la sécurité et les violations des droits de l'homme liées au conflit ont diminué. D'importants problèmes subsistent néanmoins, notamment des exactions contre des civils et des affrontements violents entre groupes armés signataires »⁴⁶.

Dans un article du média indépendant The Conversation du 22 octobre 2019, Thierry Vircoulon, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), résume quant à lui la situation en ces termes :

« [u]n accord de paix [...] qui consacre l'impunité des seigneurs de guerre et leur confère des postes gouvernementaux, a été signé en février dernier [...]. Depuis, il règne en RCA une de ces situations de 'ni paix ni guerre' qui peuvent durer des années. En échange d'une trêve relative, les groupes armés, qui font officiellement partie du gouvernement institué en mars par le président Faustin-Archange Touadéra, conservent leur mainmise territoriale et économique sur une grande partie du pays, et marchandent pas à pas la mise en œuvre de l'accord de paix »⁴⁷.

³⁹ ICG, 18/06/2019, [url](#) ; RFI, 09/08/2019, [url](#) ; RFI, 27/09/2019, [url](#)

⁴⁰ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 10, [url](#)

⁴¹ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 10, [url](#)

⁴² VOA, 17/10/2019, [url](#)

⁴³ Le Monde (Grilhot G.), 18/04/2019, [url](#)

⁴⁴ ONU Info, 20/06/2019, [url](#)

⁴⁵ APP, 13/08/2019, [url](#)

⁴⁶ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 1, [url](#)

⁴⁷ The Conversation (Vircoulon T.), 22/10/2019, [url](#)

En moyenne, 50 à 70 violations de l'accord de paix ont lieu chaque semaine, selon des propos tenus par le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU devant le Conseil de sécurité en juin 2019. Elles sont le fait des groupes armés et consistent surtout en des violences faites aux civils, à la perception illégale de taxes, l'obstruction au déploiement de l'Etat et à l'occupation de bâtiments publics⁴⁸. Ce sont ces mêmes violations de l'accord qui sont mentionnées par le Secrétaire général de l'ONU dans son rapport d'octobre 2019. Elles ont diminué, passant de 230 en avril à 104 en septembre 2019⁴⁹.

3. Parties en présence

3.1. Forces internationales

La MINUSCA est présente en RCA depuis avril 2014. En juin 2019, elle comptait 11.595 militaires, 2.045 policiers et 1.367 civils, soit un total d'un peu plus de 15.000 personnes⁵⁰.

En décembre 2018, le Conseil de sécurité des Nations unies a renouvelé pour un an le mandat de la MINUSCA⁵¹.

3.2. Forces nationales

En 2019, les forces armées centrafricaines (FACA) comptent un peu plus de 7.000 hommes⁵². Les forces de sécurité intérieure (FSI) totalisent 3.686 gendarmes et policiers. Un peu moins d'un tiers des effectifs est déployé en dehors de Bangui⁵³.

Les FACA bénéficient d'une formation dispensée par une mission militaire de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM RCA). En 2019, l'Union européenne a assuré la formation d'un millier de nouvelles recrues de l'armée. Depuis son lancement en 2016, l'EUTM RCA a assuré la formation et l'entraînement de 3.700 militaires centrafricains⁵⁴. Certains contingents sont par ailleurs formés par des instructeurs russes⁵⁵. En 2017, le président Touadéra avait en effet sollicité l'aide de la Russie pour former, conseiller et équiper son armée⁵⁶.

Afin de pouvoir réarmer leurs forces de défense et de sécurité, les autorités centrafricaines ont, à plusieurs reprises, demandé la levée de l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies en 2013⁵⁷. Il avait été partiellement levé à deux reprises en 2017 et 2018 pour permettre la livraison d'armes russes et françaises⁵⁸. Le Conseil de sécurité a adopté, fin janvier 2019, une résolution prorogeant l'embargo jusqu'au 31 janvier 2020⁵⁹. Après la signature, en février 2019, d'un accord de paix entre le gouvernement et les groupes armés, le Conseil de sécurité s'était dit prêt à réexaminer les conditions de l'embargo sur les armes⁶⁰. Il a finalement approuvé, en septembre 2019, un

⁴⁸ ONU Info, 20/06/2019, [url](#) ; La Croix (Larcher L.), 24/07/2019, [url](#)

⁴⁹ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 5, [url](#)

⁵⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, pp. 13-14, [url](#)

⁵¹ ONU Info, 13/12/2018, [url](#)

⁵² Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 10, [url](#)

⁵³ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 10, [url](#)

⁵⁴ TV5 Monde, 20/10/2019, [url](#) ; CNC, 09/07/2019, [url](#)

⁵⁵ IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 15-16, [url](#) ; RFI, 05/08/2018, [url](#)

⁵⁶ ICG, 28/01/2019, [url](#)

⁵⁷ RFI, 14/07/2016, [url](#)

⁵⁸ Sputniknews, 29/01/2019, [url](#)

⁵⁹ BBC, 01/02/2019, [url](#)

⁶⁰ Africanews, 11/04/2019, [url](#)

assouplissement de celui-ci : la livraison d'armes d'un calibre inférieur ou égal à 14,5 mm est désormais autorisée tandis que celle d'armement lourd reste interdite⁶¹.

3.3. Groupes armés

3.3.1. Ex-Séléka

Dans un rapport de novembre 2018 sur la situation en RCA, Nathalia Dukhan, analyste au centre de réflexion américain Enough Project, propose une cartographie des groupes armés en RCA. Les principales factions de l'ex-Séléka en activité en 2018 sont, selon cette source :

- l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) d'Ali Darassa ;
- le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) de Michel Djotodia et Nourredine Adam ;
- la Commission nationale de défense et de sécurité (CNDS), branche militaire du FPRC présidée par Abdoulaye Hissène ;
- le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) de Mahamat al-Khatim ;
- le Mouvement national pour la libération de la Centrafrique (MNL) d'Ahmat Bahar ;
- le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique (RPRC) de Zakaria Damane et Djono Ahaba ;
- la Séléka Rénovée de Moussa Dhaffane ;
- le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ) de Toumou Deya Gilbert et Achafi Daoud Assabour⁶².

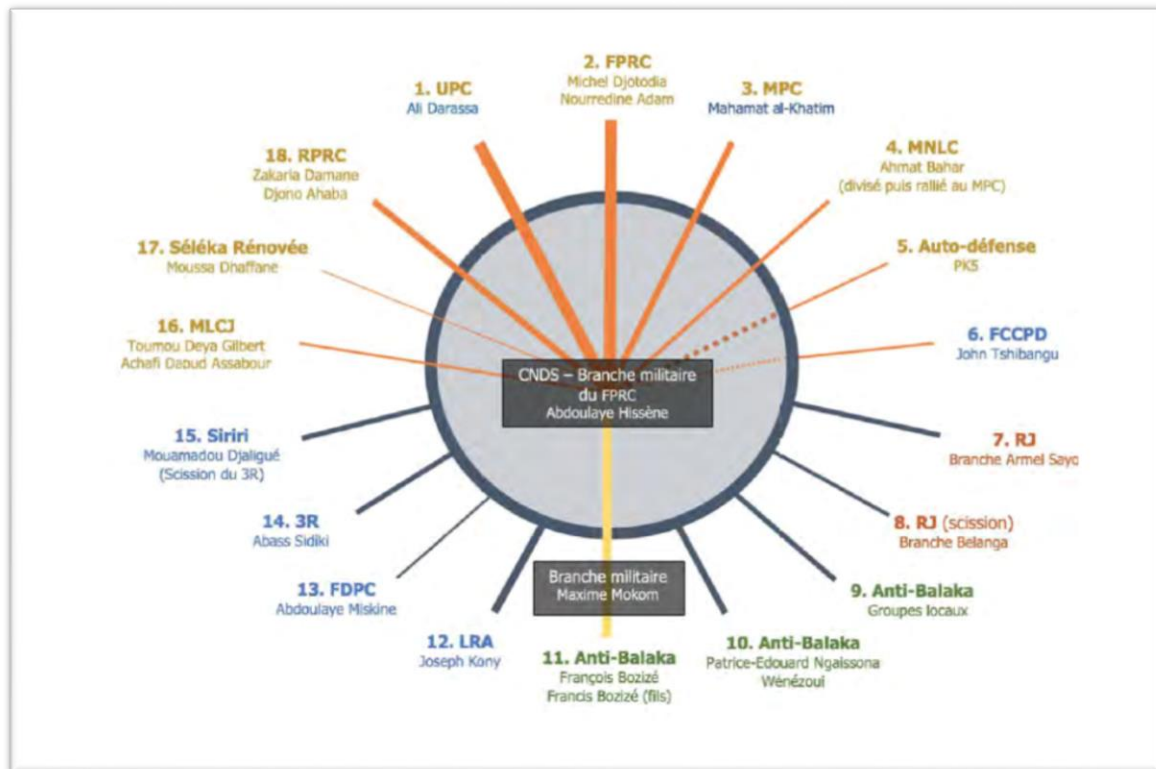
Plusieurs rapports parus en 2019, notamment ceux des Nations unies et celui d'ICG, mentionnent la présence de ces mêmes groupes⁶³. En juin 2019, la presse rapporte la création d'un nouveau groupe armé, le Parti du rassemblement de la nation centrafricaine (PRNC), dirigé par Nour Ngrégaza. Le PRNC résulte d'une scission au sein du RPRC dirigé en juin 2019 par Gotran Djono Ahaba, par ailleurs ministre de l'Energie. Nour Ngrégaza, de même que le porte-parole du parti, Aubin Issa Issaka, sont des proches de l'ancien président et leader de la rébellion Séléka, Michel Djotodia. Le PRNC désapprouve l'accord de paix signé à Khartoum en février 2019⁶⁴.

⁶¹ VOA, 13/09/2019, [url](#) ; Jeune Afrique, 15/09/2019, [url](#)

⁶² The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, pp. 1-2, [url](#)

⁶³ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, [url](#) ; ICG, 18/06/2019, [url](#)

⁶⁴ Koaci, 05/06/2019, [url](#) ; Jeune Afrique (Pabandji P.), 19/08/2019, [url](#) ; RFI, 05/06/2019, [url](#)



Jaune : Groupes armés liés/issus de la coalition Séléka, formée à la fin de l'année 2012.

Orange : Groupes armés liés/issus du régime de Ange-Félix Patassé, au pouvoir entre 1993-2003.

Vert : Groupes armés liés/issus du mouvement anti-balaka, formé à partir de 2013.

Bleu : Groupes armés originaires/issus des pays voisins.

Groupes armés et alliances politico-militaires⁶⁵

3.3.2. Anti-balaka

Depuis 2015, les anti-balaka sont scindés en deux groupes et fidèles à Maxime Mokom ou à Patrice-Edouard Ngaissona⁶⁶. Ce dernier a été arrêté en France en décembre 2018 en vertu d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en RCA entre septembre 2013 et décembre 2014. Cette arrestation est intervenue quelques semaines après celle d'Alfred Yekatom alias « Rambo », un ancien chef de milice anti-balaka élu député à l'Assemblée en 2016. Il a été arrêté à Bangui en octobre 2018 après avoir fait usage d'une arme à feu au cours d'une séance de l'Assemblée nationale en signe de désaccord avec l'élection de Laurent Ngon-Baba en tant que nouveau président de cette institution. Transféré à La Haye en novembre 2018, il est accusé du meurtre de civils, de viols et de racket à la tête de la faction anti-balaka qu'il dirigeait en 2014. Il était soumis à des sanctions de l'ONU (gel de ses avoirs, interdiction de voyager) depuis 2015⁶⁷.

La branche Mokom milite en faveur du retour au pouvoir de François Bozizé, manœuvre pour renforcer l'influence du groupe ethnique des Gbaya dans les cercles du pouvoir et est en outre favorable au

⁶⁵ The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, pp. 1-2, [url](#)

⁶⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 26/07/2017, p. 20, [url](#)

⁶⁷ Jeune Afrique, 12/12/2018, [url](#) ; Jeune Afrique, 17/11/2018, [url](#)

redéploiement des FACA à l'intérieur du pays⁶⁸. Le groupe d'experts des Nations unies estimait, dans son rapport de décembre 2018 qu'« [à] Bangui, les combattants anti-balaka disposent toujours de capacités opérationnelles considérables et exercent encore une influence sur la vie politique du pays »⁶⁹. Ainsi par exemple, Alfred Yekatom est considéré comme proche de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Karim Meckassoua⁷⁰.

En décembre 2018, suite à l'arrestation de Ngaissona, des représentants des deux factions anti-balaka ont appelé leurs membres à se retirer du processus de DDRR. D'autres leaders du mouvement anti-balaka, notamment Thierry Lébéné alias 12 puissances, ont malgré tout réaffirmé leur attachement au processus de paix⁷¹.

En mars 2019, Maxime Mokom a été nommé ministre chargé du Désarmement, de la Démobilisation, du Rapatriement et de la Réintégration⁷².

3.3.3. Autres groupes armés

Selon le rapport de l'Enough Project et une étude sur le conflit centrafricain menée par l'International Peace Information Service (IPIS) et le Danish Institute for International Studies (DIIS) en août 2018, les autres groupes armés actifs en RCA en 2018 sont :

- Révolution et justice (RJ) d'Armel Sayo ;
- le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) d'Abdoulaye Miskine ;
- le groupe Retour, réclamation et réhabilitation (3R) d'Abass Sidiki ;
- l'Armée de résistance du seigneur (Lord Resistance Army, LRA) de Joseph Kony ;
- le mouvement Siriri de Mouamadou Djaligué⁷³.

RJ a été créé en 2013 en réponse aux activités de la Séléka et des Peul dans le nord-ouest de la RCA. Sa zone d'influence se trouve au nord de Bocaranga et autour de Paoua, à proximité des frontières tchadienne et camerounaise⁷⁴.

Le FDPC d'Abdoulaye Miskine a été créé début des années 2000 pour lutter contre les coupeurs de routes. Il a rejoint la coalition de la Séléka pendant quelques mois en 2012. Le groupe est actif au nord-ouest du pays, dans les environs de Bouar (préfecture de Nana-Mambéré) où il prélève des taxes. Il soutient les groupes armés peul et collaborerait avec le mouvement Siriri, selon le rapport de l'IPIS et du DIIS⁷⁵. En juillet 2019, le groupe a accentué son influence dans la zone de l'extrême nord du pays en s'associant à un groupe créé quelques mois plus tôt, le PRNC, selon un article de Jeune Afrique du 19 août 2019⁷⁶.

Le groupe 3R commandé par le général autoproclamé Abass Sidiki a fait son apparition fin 2015. Il s'est donné pour mission la protection des Peul contre les attaques menées par les milices anti-balaka dans les préfectures de Nana-Mambéré, Ouham-Pendé et Mambéré-Kadéï⁷⁷.

⁶⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 13, [url](#) ; The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, p. 3, [url](#)

⁶⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 13, [url](#)

⁷⁰ Jeune Afrique, 17/11/2018, [url](#)

⁷¹ VOA, 14/12/2018, [url](#) ; Radio Ndeke Luka, 16/12/2018, [url](#)

⁷² CNC, 22/03/2019, [url](#)

⁷³ The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, pp. 1-2, [url](#)

⁷⁴ IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 37-38, [url](#)

⁷⁵ IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, p. 38, [url](#)

⁷⁶ Jeune Afrique (Pabandji P.), 19/08/2019, [url](#)

⁷⁷ HRW, 20/12/2016, [url](#)

La LRA est un mouvement rebelle ougandais créé en 1987 qui s'est étendu dans les préfectures de l'est et du sud de la RCA, ainsi qu'en République démocratique du Congo (RDC) et au Soudan du Sud⁷⁸. Ses attaques sporadiques sont caractérisées par l'enlèvement de civils⁷⁹.

Siriri est un groupe armé constitué de Peul. Il est implanté à l'ouest, dans les préfectures de Mambéré-Kadéï et de Nana-Mambéré. Il s'y livre au vol de bétail et à la taxation illégale⁸⁰. L'Enough Project indique que Siriri émane d'une scission du groupe 3R⁸¹. Selon des informations figurant dans le rapport de l'ONU de février 2019, Siriri aurait réintégré le groupe 3R en novembre 2018⁸².

3.3.4. Groupes d'autodéfense à Bangui

Les groupes d'autodéfense apparaissent en 2014 dans le quartier musulman PK5 situé dans le troisième arrondissement de Bangui lorsque les commerçants musulmans font appel à eux pour les protéger contre les exactions des anti-balaka. Initialement composés d'une majorité d'ex-Séléka, ces groupes se transforment progressivement en bandes mafieuses qui rançonnent les commerçants⁸³.

Ces groupes exercent une forte influence sur le quartier PK5. Ils ne veulent pas être associés aux factions ex-Séléka, même s'ils forment avec elles des alliances occasionnelles. Cinq groupes⁸⁴ sont actifs au PK5. Nimery Matar Jamous alias Force qui se présentait comme le chef d'état-major des groupes d'autodéfense du quartier PK5 est décédé le 1er juin 2019 à Bangui⁸⁵.

4. Typologie de la violence

Dans son rapport de juin 2019, ICG souligne que « [...] les groupes armés constituent aujourd'hui le principal moteur de la violence dans le pays ». La source parle d'une « [...] accalmie observée dans les combats de forte intensité au cours des mois qui ont suivi la signature de l'accord [...] ». Il est encore trop tôt pour attribuer cette baisse du niveau de violence à l'accord de paix, certains observateurs la reliant plutôt à la saison des pluies. Selon ICG, « [...] la violence quotidienne n'a que très peu diminué dans les provinces, [...] les groupes armés qui ont signé l'accord continuent leurs prédations »⁸⁶.

En août 2019, l'ONU fait état d'une baisse significative des violences en RCA depuis une année. Des chiffres communiqués à la presse à cette époque, il ressort que 565 incidents violents ont été enregistrés au cours du premier semestre 2019. A titre de comparaison, durant le premier trimestre 2018, l'ONU avait totalisé 1.674 incidents et, durant le premier trimestre 2017, 1.097 incidents⁸⁷.

Le relevé des incidents figurant dans ce chapitre ne prétend pas à l'exhaustivité, il vise uniquement à illustrer les différents types de violence.

⁷⁸ ICG, 21/09/2015, p. 44, [url](#)

⁷⁹ Global Centre for the Responsibility to Protect, 17/01/2017, [url](#)

⁸⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 5, [url](#)

⁸¹ The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, p. 2, [url](#)

⁸² Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 6, [url](#)

⁸³ VOA, 31/01/2018, [url](#)

⁸⁴ Ces groupes sont : Force, You, Moussa Danda, 50/50 et Appo. Ils portent généralement le nom de leur chef passé ou actuel. Cf. Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, pp. 11-12, [url](#)

⁸⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, pp. 11-12, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 23/07/2018, p. 17, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 7, [url](#)

⁸⁶ ICG, 18/06/2019, [url](#)

⁸⁷ APP, 13/08/2019, [url](#) ; Africanews, 07/08/2019, [url](#)

4.1. Affrontements entre groupes armés

Dans son rapport d'octobre 2019, le Secrétaire général de l'ONU relève que les affrontements violents entre groupes armés demeurent un problème important en RCA malgré la signature de l'accord de paix⁸⁸. ICG constate que les affrontements entre les groupes armés sont plus fréquents que ceux qui opposent ces mêmes groupes aux FACA et à la MINUSCA. Les groupes armés continuent de s'affronter parce qu'ils sont en concurrence pour le contrôle des territoires et des ressources. Certains sont puissants, contrôlent de vastes portions de territoire et bénéficient du soutien de pays voisins (Tchad, Soudan). ICG note encore que certains groupes armés « [...] prétendent défendre des communautés contre les attaques d'autres groupes, en particulier en l'absence des autorités de l'Etat [...] »⁸⁹.

Mi-juillet 2019, des affrontements entre des combattants du MLCJ et du FPRC ont eu lieu à Amdafock, une localité située à une soixantaine de kilomètres de Birao, dans la préfecture de la Vakaga (nord-est). Les violences ont débuté après que les hommes du FPRC ont saisi un stock de munitions que le MLCJ s'était procuré au Soudan voisin. Le chef du FPRC, Abdoulaye Hissène, a déclaré à la presse que la circulation des armes était interdite dans la zone sous son contrôle. Le bilan est d'une dizaine de morts et plus d'une dizaine de blessés dans les rangs des deux groupes armés⁹⁰.

Les 1^{er} et 2 septembre 2019, des combats ont opposé des hommes du MLCJ et du FPRC dans la ville de Birao, à l'extrême nord-est du pays, à proximité de la frontière soudanaise. Le meurtre du fils du sultan de Birao par des hommes du FPRC est à l'origine des affrontements, selon le rapport de l'ONU d'octobre 2019. Des kiosques du marché de Birao ont été incendiés et des habitations détruites. La MINUSCA a condamné des affrontements « d'une rare violence »⁹¹. Les deux groupes se sont encore affrontés à Birao à la mi-septembre. Le bilan des combats à Birao durant le mois de septembre est d'un soldat de la MINUSCA tué et près d'une quarantaine de morts parmi les miliciens⁹².

Fin septembre 2019, des affrontements violents ont eu lieu dans les localités de Kouango et de Bangao (préfecture de la Ouaka) entre des anti-balaka et des miliciens de l'UPC. A Bangao, quinze civils ont été tués lors des affrontements et 28 bâtiments dont une mosquée ont été détruits⁹³.

En octobre 2019, des combats ont à nouveau opposé à plusieurs reprises des hommes du MLCJ et du FPRC à Amdafock (préfecture de la Vakaga). La presse rapporte que le MLCJ est appuyé par des mercenaires soudanais et tchadiens et bénéficie d'un armement moderne en provenance du Soudan⁹⁴.

4.2. Attaques contre les forces nationales, internationales et les représentants de l'Etat

ICG explique qu'en dépit de l'accord de paix qu'ils ont signé à Khartoum en février 2019, les groupes armés résistent à la présence de l'Etat et au redéploiement des FACA, perçus comme une menace pour leurs intérêts économiques dans les zones sous leur contrôle⁹⁵.

En mars 2019, le groupe Retour, réclamation et réhabilitation (3R) a pris pour cible les institutions de l'Etat dans les préfectures de l'Ouham-Pendé et de la Nana-Mambéré (ouest du pays) afin de protester

⁸⁸ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 1, [url](#)

⁸⁹ ICG, 18/06/2019, [url](#)

⁹⁰ Radio Ndeke Luka, 16/07/2019, [url](#) ; VOA, 16/07/2019, [url](#)

⁹¹ Le Monde, 03/09/2019, [url](#) ; RFI, 03/09/2019, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 5, [url](#)

⁹² OCHA, 30/09/2019, [url](#) ; Le Monde, 17/09/2019, [url](#)

⁹³ CNC (Yékoua B.), 30/09/2019, [url](#) ; La Libre, 30/09/2019, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 7, [url](#)

⁹⁴ CNC, 14/10/2019, [url](#) ; Mondafrique (Boukhris A.), 19/10/2019, [url](#)

⁹⁵ ICG, 18/06/2019, [url](#)

contre la constitution du nouveau gouvernement formé le 3 mars. Des postes de police ont été attaqués. Le 19 mars 2019, des hommes du groupe 3R ont assassiné le maire de la commune de Koundé⁹⁶.

Début mars 2019, le FDPC a bloqué le principal axe commercial reliant Bangui à Douala (Cameroun) en signe de protestation contre le nouveau gouvernement. Le FDPC a levé le blocus le 26 mars mais a refusé de restituer une dizaine de véhicules gouvernementaux qu'il avait confisqués. Lors d'une tentative de récupération du matériel de l'Etat, la MINUSCA s'est retrouvée sous le feu des hommes du FDPC. La MINUSCA a riposté et tué cinq combattants du FDPC. Le rapport de l'ONU de juin 2019 précise que, depuis lors, le FDPC a continué d'attaquer des patrouilles communes de la MINUSCA et des FACA circulant sur cette route de l'ouest du pays⁹⁷.

Le 9 mars 2019, à Bria, le FPRC a kidnappé quatre employés internationaux d'une société prestataire de la MINUSCA. Ils ont été libérés le jour même suite à l'intervention de la force onusienne⁹⁸.

4.3. Attaques contre des travailleurs humanitaires

Selon des informations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) rapportées par Le Monde en avril 2019, les humanitaires sont confrontés à un niveau élevé d'insécurité. Les incidents les visant directement sont constitués de vols, de menaces, d'agressions, de restrictions d'accès aux zones nécessitant une assistance humanitaire⁹⁹.

Dans son bulletin humanitaire de juillet 2019, l'OCHA relève qu'il y a eu, entre janvier et juillet 2019, 159 incidents ayant affecté les humanitaires et leurs biens, avec un bilan de trois humanitaires tués et 25 blessés. L'OCHA précise que le contexte sécuritaire dans certaines régions, comme celle de Batangafo (nord-ouest) n'est pas favorable au travail des humanitaires et que les incidents qui les ciblent sont souvent violents¹⁰⁰.

Le 4 avril 2019, un infirmier centrafricain de Médecins sans frontières (MSF), employé à l'hôpital de Batangafo, a été tué par balle par des membres d'un groupe armé¹⁰¹.

Fin octobre 2019, un convoi humanitaire transportant des médicaments a été attaqué par des combattants de l'UPC dans la préfecture du Haut-Mbomou (sud-est). Une dizaine de personnes sont portées disparues. Le camion et son chargement ont été incendiés¹⁰².

Fin octobre 2019 encore, MSF a annoncé la suspension partielle de ses activités médicales à Bria (préfecture de la Haute-Kotto, centre) après que son équipe sur place a été la cible d'un braquage mené par des hommes armés¹⁰³.

4.4. Exactions contre les civils

Début août 2019, le directeur de la division des droits de l'homme de la MINUSCA mentionnait « [...] une réduction du nombre d'attaques massives contre les civils [...] » et une « [...] baisse des incidents d'abus et violations des droits de l'homme [...] » durant le premier semestre 2019. La mission onusienne a recensé 565 incidents ayant fait 1.082 victimes durant cette période. Les chiffres étaient

⁹⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 6, [url](#)

⁹⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, pp. 5-6, [url](#)

⁹⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, pp. 6-7, [url](#)

⁹⁹ Le Monde (Grilhot G.), 18/04/2019, [url](#)

¹⁰⁰ OCHA, 31/07/2019, [url](#)

¹⁰¹ Le Tsunami (Yamale E.), 12/04/2019, [url](#)

¹⁰² Xinhuanet, 29/10/2019, [url](#)

¹⁰³ CNC, 28/10/2019, [url](#)

de 1.674 incidents en 2018 ayant occasionné 2.821 victimes et 1.097 incidents en 2017 ayant fait 1.956 victimes¹⁰⁴. Le rapport du Secrétaire général de l'ONU d'octobre 2019 mentionne que les exactions contre les civils demeurent un problème important en RCA. Les groupes armés et en particulier le FPRC ainsi que les groupes anti-balaka signataires et non signataires de l'accord sont responsables de ces exactions¹⁰⁵. Le rapport de l'ONU d'octobre 2019 mentionne au moins 100 violations contre les civils commises par le FPRC et une quarantaine par l'UPC durant la période de juin à octobre 2019¹⁰⁶.

En février et mars 2019, le FPRC a capturé 46 personnes à des postes de contrôle entre Bria et Ippy (centre) et aurait exécuté au moins sept personnes à Bria¹⁰⁷.

Le 2 avril 2019, un civil a été tué par des hommes du MPC sur l'axe routier Batangafo-Bouca (nord-ouest)¹⁰⁸.

Le 4 avril 2019, une vingtaine de personnes ont été tuées et une quarantaine blessées lors d'une attaque de plusieurs villages situés dans la sous-préfecture de Zangba (sud-est) par des éléments de l'UPC d'Ali Darassa. Cette vague de violence qui fait suite à une altercation entre combattants de l'UPC et des membres de groupes d'autodéfense a provoqué le déplacement de la population vers la brousse ou encore vers la RDC toute proche¹⁰⁹.

Fin avril 2019, des éléments du FDPC ont attaqué le village de Lokoti (ouest), pris en otage onze personnes et brûlé des véhicules, selon des informations de la gendarmerie nationale rapportées par la presse¹¹⁰.

Le 21 mai 2019, des combattants du groupe 3R ont tué entre quarante et cinquante personnes (les chiffres varient selon les sources consultées), majoritairement des civils, dans plusieurs villages des environs de Paoua, dans la préfecture de l'Ouham-Pendé (nord-ouest). Il s'agirait d'une action en représailles suite au meurtre d'un Peul et à un vol de bétail commis dans la région quelques jours plus tôt. Dans un communiqué publié le 24 mai 2019, le groupe 3R, signataire de l'accord de paix, a reconnu la participation de certains de ses combattants aux événements. Le groupe a par la suite publiquement condamné le recours à la violence et Sidiki Abass a remis aux autorités trois de ses combattants pour qu'ils soient traduits en justice¹¹¹.

Mi-juillet 2019, des miliciens du MPC ont pillé les villages de la région de Paoua et tendu des embuscades aux villageois¹¹².

Début septembre 2019, des combattants de l'UPC ont pris d'assaut la mine d'or de Kolo, à proximité de Mingala (Basse-Kotto). La presse parle de pertes en vies humaines et d'un déplacement important de population, sans toutefois pouvoir fournir un bilan précis en raison de l'enclavement et de la difficulté d'accès à la région¹¹³.

4.5. Criminalité

Durant la période de février à juin 2019, à Bakala (préfecture de la Ouaka), les combattants anti-balaka non signataires de l'accord de paix ont commis de nombreux actes criminels, notamment des

¹⁰⁴ MINUSCA, 07/08/2019, [url](#)

¹⁰⁵ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, pp. 1, 5, [url](#)

¹⁰⁶ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 6, [url](#)

¹⁰⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 6, [url](#)

¹⁰⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 7, [url](#)

¹⁰⁹ Radio Ndeke Luka, 05/04/2019, [url](#) ; CNC, 06/04/2019, [url](#)

¹¹⁰ VOA, 24/04/2019, [url](#)

¹¹¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 6, [url](#) ; VOA, 23/05/2019, [url](#) ; ICG, 18/06/2019, [url](#)

¹¹² Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 6, [url](#)

¹¹³ Afrique Panorama, 09/09/2019, [url](#) ; Radio Ndeke Luka (Kpengou V. M.), 06/09/2019, [url](#)

attaques contre des convois commerciaux, selon le rapport de l'ONU de juin 2019. Au nord-ouest, à Batangafo, la criminalité a augmenté le long de certains axes routiers. Des individus non identifiés ont commis plusieurs agressions armées et des vols à main armée sur l'axe routier reliant Boguila à Bodjomo, entravant l'acheminement de l'aide humanitaire. Le 20 février 2019, le Soudan du Sud a fermé sa frontière avec la RCA suite à une série de meurtres commis sur l'axe routier entre Obo et Bambouti (sud-ouest). La frontière a été rouverte le 18 avril 2019 au terme de tractations entre le préfet du Haut-Mbomou et son homologue sud-soudanais sous l'égide de la MINUSCA¹¹⁴.

Début mai 2019, un porte-parole de la MINUSCA faisait état devant la presse d'une baisse globale de la criminalité dans la capitale ainsi qu'en province, à l'exception de l'est du pays qui connaissait une légère hausse par rapport aux semaines précédentes. La même source soulignait la récurrence des violences perpétrées par le FDPC à l'ouest, en particulier sur l'axe routier menant à la frontière camerounaise¹¹⁵. Le rapport de l'ONU d'octobre 2019 constate une augmentation de la criminalité à Bangui¹¹⁶.

Le 12 mai 2019, à Bangui, dans le quartier Boeing proche du PK5, deux personnes ont été tuées, l'une à l'arme blanche, l'autre par balle, dans ce que le site d'informations Corbeau News Centrafrique (CNC) appelle « un crime crapuleux »¹¹⁷.

Le 21 mai 2019, une religieuse franco-espagnole a été assassinée dans un village de l'ouest du pays. Selon des informations du portail officiel du Vatican rapportées par Le Monde, la religieuse a été égorgée dans un centre où elle enseignait la couture à des jeunes filles. Les faits n'ont pas été revendiqués mais selon Vatican News, il pourrait s'agir d'un crime rituel¹¹⁸.

En juillet 2019, le quartier PK5 de Bangui a connu des violences liées à une affaire de racket. Selon la presse qui rapporte les faits, l'élément déclencheur a été une altercation entre des hommes armés appartenant à une milice d'autodéfense et un vendeur de carburant qui refusait de leur payer une taxe. En représailles, les miliciens ont attaqué la famille du commerçant et tué un de ses membres. La famille de la victime a voulu se venger en faisant appel à une milice rivale, ce qui a provoqué un cycle de violences entre groupes d'autodéfense pendant deux jours avec un bilan de quatre morts et 26 blessés¹¹⁹.

4.6. Violations des droits de l'homme

Selon des chiffres de l'ONU d'août 2019, il y a eu 565 incidents d'abus et violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire durant le premier semestre 2019. La quasi-totalité de ces abus sont imputables aux groupes armés (536 sur 565). Les agents de l'Etat sont quant à eux responsables de 29 violations, selon le communiqué de l'ONU¹²⁰.

Les violations les plus flagrantes ont été commises par les factions anti-balaka, le groupe 3R, le FDPC, le FPRC, le MPC et l'UPC, selon le rapport de l'ONU de juin 2019¹²¹.

L'experte indépendante des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en RCA a déclaré, immédiatement après les violences dans les villages aux alentours de Paoua fin mai 2019 (voir point 4.4.) que « ces attaques pourraient être qualifiés [sic] de crimes graves si leur caractère coordonné et planifié, ainsi que l'intention des auteurs de tuer une large partie de la population de ces villages

¹¹⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, pp. 6-7, [url](#)

¹¹⁵ French China, 09/05/2019, [url](#)

¹¹⁶ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 6, [url](#)

¹¹⁷ CNC (Mbata A.), 12/05/2019, [url](#)

¹¹⁸ Le Monde, 22/05/2019, [url](#)

¹¹⁹ VOA, 11/07/2019, [url](#) ; RFI, 11/07/2019, [url](#)

¹²⁰ Africanews, 07/08/2019, [url](#)

¹²¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 5, [url](#)

était avérée »¹²². Human Rights Watch (HRW) qui a largement documenté les faits dans un rapport paru en juillet 2019 affirme que les événements du 21 mai 2019 ressortent de la compétence de la Cour pénale internationale (CPI). HRW rappelle qu'une des conditions de l'accord de paix signé par le chef du groupe 3R responsable des violences est que « [...] ceux qui se rendent responsables de nouvelles violations du droit international humanitaire, et notamment de crimes contre des civils, soient passibles de sanctions internationales »¹²³.

Le rapport du Secrétaire général de l'ONU d'octobre 2019 constate une diminution des violations des droits de l'homme liées au conflit depuis la signature de l'accord de paix¹²⁴.

5. Cibles de la violence

Mankeur Ndiaye, le représentant du Secrétaire général de l'ONU pour la RCA, déclarait fin juin 2019 devant le Conseil de sécurité qu'en dépit d'avancées importantes « [...] la population centrafricaine et la communauté humanitaire continuent de subir au quotidien des actes de violences attribués en grande partie à des groupes armés pourtant signataires de l'accord [...] »¹²⁵.

5.1. Civils

Durant le premier semestre 2019, les groupes armés ont été responsables de la mort de 241 civils, selon un bilan de l'ONU établi en août 2019. Plus de 500 cas d'abus et violations des droits de l'homme ayant fait plus de 1.000 victimes parmi les populations civiles ont par ailleurs été recensés par l'ONU¹²⁶. Des civils ont été tués fin septembre 2019 lors de combats entre anti-balaka et miliciens de l'UPC dans la localité de Kouango (préfecture de la Ouaka) (voir point 4.1.). Selon le témoignage de plusieurs ONG rapporté par la presse, les combats ont fait au moins une dizaine de victimes civiles, des maisons et une mosquée ont été incendiées¹²⁷.

Les civils sont par ailleurs les victimes indirectes des affrontements entre les groupes armés. Ainsi, les violences de septembre 2019 à Birao, dans le nord-est du pays (voir point 4.1.) ont provoqué le déplacement de plusieurs milliers de personnes. Fin septembre, l'OCHA estimait qu'un total de 24.000 personnes avaient été déplacées en raison des événements de Birao. Ceux-ci n'ont pas fait de victimes civiles mais l'aide humanitaire nécessaire aux déplacés n'a pas pu être acheminée¹²⁸. Les violences de fin septembre dans la préfecture de la Ouaka ont aussi provoqué des déplacements de population, par crainte de représailles de la part des anti-balaka suite à la mort de leur chef, Michel Mandakara, selon ce que rapporte le Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH), dans un article publié sur sa page Facebook le 1^{er} octobre 2019¹²⁹. Après des combats entre le MLCJ et le FPRC à Am Dafok (extrême nord-est) mi-octobre 2019 (voir point 4.1.), la MINUSCA dénonce un nouveau cycle de violences qui constitue une menace pour les populations civiles¹³⁰.

¹²² HCDH, 24/05/2019, [url](#)

¹²³ HRW, 18/07/2019, [url](#)

¹²⁴ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 16, [url](#)

¹²⁵ ONU Info, 20/06/2019, [url](#)

¹²⁶ Africanews, 07/08/2019, [url](#) ; MINUSCA, 07/08/2019, [url](#)

¹²⁷ La Libre, 30/09/2019, [url](#)

¹²⁸ DW, 11/09/2019, [url](#) ; RFI, 14/09/2019, [url](#) ; OCHA, 30/09/2019, [url](#)

¹²⁹ Xinhuanet, 04/10/2019, [url](#) ; RJDH, 01/10/2019, [url](#)

¹³⁰ Alwihda info, 16/10/2019, [url](#)

5.2. Travailleurs humanitaires

L'OCHA indique que le recours à la violence physique contre les travailleurs humanitaires a augmenté durant le premier semestre 2019. Si le nombre total d'incidents affectant le personnel humanitaire est en baisse, les cambriolages et braquages violents contre le personnel ont engendré un nombre de blessés qui est deux fois supérieur aux chiffres du premier semestre de 2018. L'OCHA répertorie 159 incidents survenus durant la période de janvier à juillet 2019 et qui ont affecté le personnel des humanitaires et leurs biens. Trois humanitaires ont été tués et 25 ont été blessés durant cette période¹³¹.

L'OCHA rappelait encore en mai 2019 que la RCA demeurait « [...] l'un des environnements les plus dangereux au monde pour les travailleurs humanitaires »¹³².

6. Répartition géographique

Voice of America, dans un article paru le 5 septembre 2019, rappelle qu'« [a]ctuellement l'Etat ne contrôle qu'une maigre partie du territoire national et des groupes armés s'affrontent dans les provinces pour le contrôle des ressources, notamment les diamants, l'or et le bétail »¹³³.

Le centre de recherches Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)¹³⁴, dans un état de la situation dressé en septembre 2019, relève que malgré l'accord de paix conclu en février, de nombreux groupes armés continuent d'opérer dans des zones où la présence militaire est faible ou inexistante. La source souligne la domination de fait de ces groupes dans la plus grande partie du pays¹³⁵.

Les sources journalistiques consultées estiment que les groupes armés occupent entre 70 et 80 % du territoire¹³⁶.

¹³¹ OCHA, 11/07/2019, [url](#) ; OCHA, 31/07/2019, [url](#)

¹³² OCHA, 07/06/2019, [url](#)

¹³³ VOA, 05/09/2019, [url](#)

¹³⁴ ACLED is designed for disaggregated conflict analysis and crisis mapping. This dataset codes the locations, dates and types of all reported conflict and protest events in over 50 countries in the developing world. Voir : ACLED, s.d., [url](#)

¹³⁵ ACLED, 10/09/2019, [url](#)

¹³⁶ Le Monde, 03/09/2019, [url](#) ; Jeune Afrique, 15/09/2019, [url](#) ; VOA, 05/09/2019, [url](#)



Carte des préfectures¹³⁷

6.1. A l'intérieur du pays

Dans un document paru en février 2019, ACLED indique que dans le sud-est et le centre du pays, l'UPC combat les anti-balaka pour le contrôle des territoires. A l'ouest et au nord, d'autres groupes de l'ex-Séléka se livrent à des niveaux élevés de violence visant les civils. Dans le sud-est, la LRA cible massivement les civils¹³⁸.

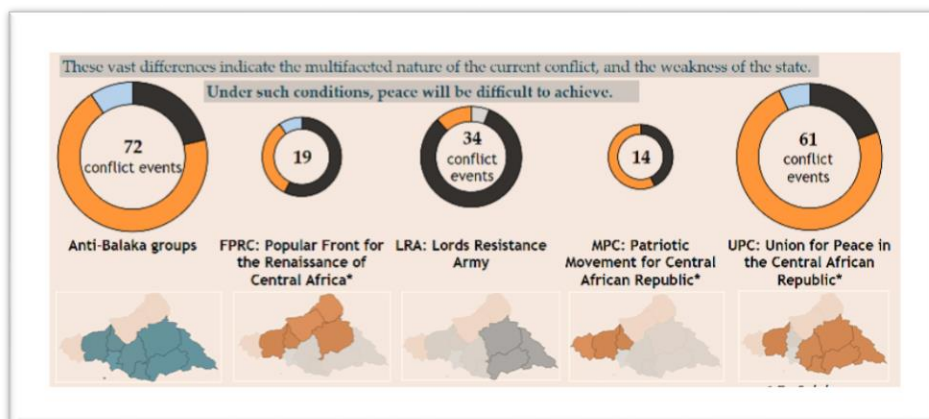
Durant le premier semestre 2019, les préfectures les plus affectées par les violences ont été celles de l'Ouham-Pendé (ouest), du Mbomou (sud-est), de la Ouaka (centre) et de la Mambéré-Kadei (sud-ouest), selon un état des lieux dressé par l'ONU en août 2019¹³⁹. Après une diminution des violences en juin et en juillet, leur nombre est reparti à la hausse en août et en septembre. Le rapport de l'ONU d'octobre 2019 rapporte, sans toutefois donner plus de précisions, que ces violences ont affecté des zones qui n'avaient jusque-là pas été atteintes par le conflit¹⁴⁰.

¹³⁷ Comersis, s.d., [url](#)

¹³⁸ ACLED, 07/02/2019, [url](#)

¹³⁹ Africanews, 07/08/2019, [url](#)

¹⁴⁰ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 5, [url](#)



Acteurs du conflit et zones d'influence (ACLED)¹⁴¹

Les sources consultées constatent toutefois, à partir de septembre 2019, le redéploiement progressif de l'autorité de l'Etat à l'intérieur du pays. La première base militaire permanente des FACA en dehors de la capitale a été ouverte en septembre 2019 à Bouar tandis qu'une centaine de FACA se sont réinstallés dans la ville de Bria (préfecture de Nana Mambéré). L'armée est également présente à Paoua (préfecture de l'Ouham-Pendé), Alindao (préfecture de Basse-Kotto), Bambari (préfecture de la Ouaka) et Obo (préfecture du Haut-Mbomou)¹⁴².

6.2. A Bangui

En juin 2019, le Secrétaire général de l'ONU rapporte que « Bangui est restée relativement stable [...] » durant la période couverte par le rapport (février à juin). Les seuls événements qui s'y sont déroulés sont des manifestations contre le nouveau gouvernement et des manifestations de fonctionnaires réclamant le versement des arriérés de traitement¹⁴³.

Des violences ont eu lieu en juillet 2019 (voir point 4.5.). Il s'agissait des premières violences dans la capitale depuis la signature de l'accord de paix de février 2019, selon RFI¹⁴⁴.

Concernant le quartier musulman de Bangui, situé dans le troisième arrondissement, la source souligne : « [d]ans l'ensemble, la sécurité s'est améliorée dans le quartier PK5 ; en effet, grâce aux efforts de réconciliation, il n'y a pas eu de violences intercommunautaires notables »¹⁴⁵. Des initiatives de dialogue et de réconciliation entre communautés chrétienne et musulmane ont vu le jour dans le troisième arrondissement. Ainsi par exemple, en mars 2019, les représentants des communautés religieuses des quartiers Castors et Yakité ont signé un accord de réconciliation par lequel ils se sont engagés à cesser les hostilités et à interdire aux civils le port d'armes à feu. Les quartiers de Bearex, de Bibale et de Fatima ont par la suite effectué la même démarche¹⁴⁶. Ces initiatives locales appuyées par la MINUSCA ont facilité le retour des personnes déplacées dans le troisième arrondissement, selon le rapport de l'ONU d'octobre 2019¹⁴⁷.

¹⁴¹ ACLED, 07/02/2019, [url](#)

¹⁴² RFI, 25/09/2019, [url](#) ; CNC, 18/09/2019, [url](#)

¹⁴³ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 7, [url](#)

¹⁴⁴ VOA, 11/07/2019, [url](#) ; RFI, 11/07/2019, [url](#)

¹⁴⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 7, [url](#)

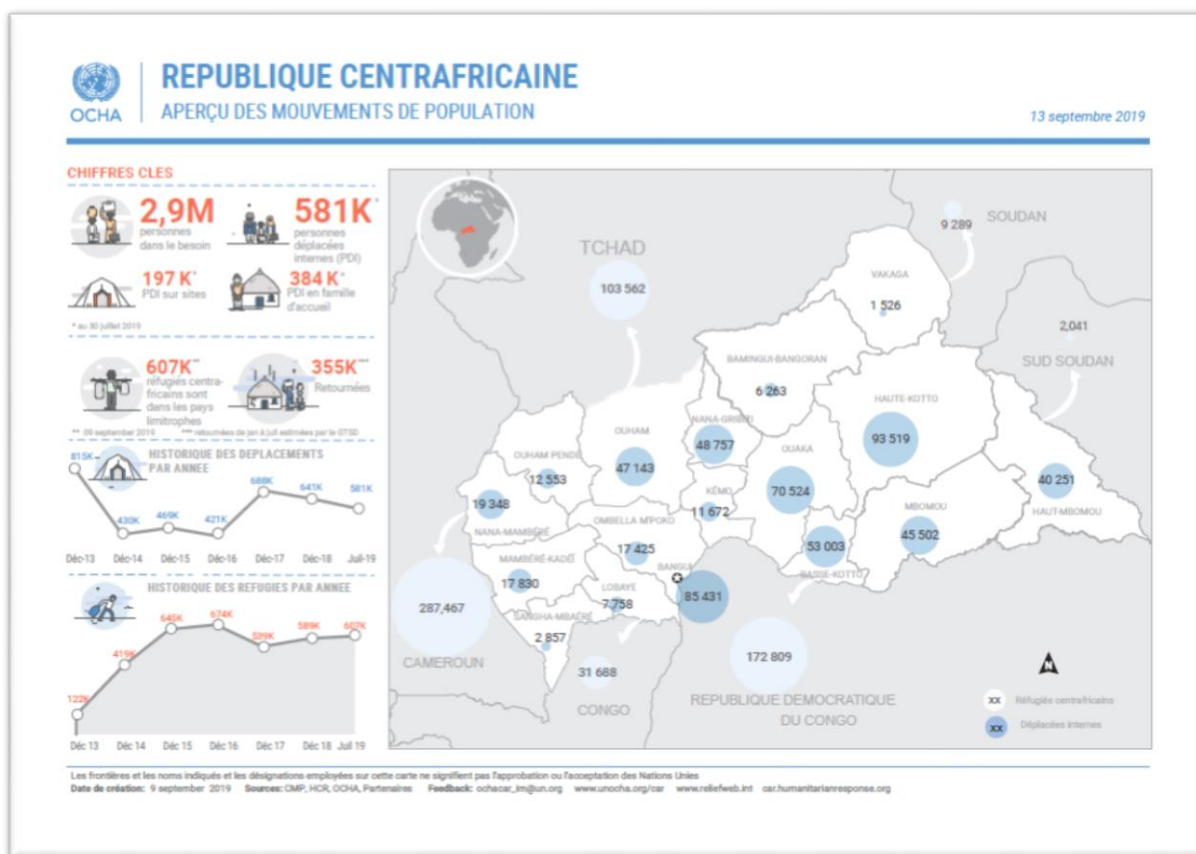
¹⁴⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 7, [url](#)

¹⁴⁷ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 5, [url](#)

En octobre 2019, le Secrétaire général de l'ONU indique que la situation à Bangui est restée « globalement calme » mais mentionne néanmoins une légère hausse de la criminalité¹⁴⁸. Quelques mois plus tôt, en mai 2019, la MINUSCA avait fait le constat d'une baisse globale de la criminalité dans la capitale¹⁴⁹.

7. Déplacements de population

Fin août 2019, les chiffres sont de 581.362 déplacés à l'intérieur du pays et de 602.051 réfugiés centrafricains enregistrés dans les pays voisins, dont 291.803 au Cameroun, 173.141 en RDC, 103.562 au Tchad, 22.198 en République du Congo, 9.289 au Soudan et 2.058 au Sud Soudan¹⁵⁰. A titre de comparaison, au 15 janvier 2019, les chiffres étaient de plus de 648.000 déplacés dans le pays et plus de 575.000 réfugiés¹⁵¹.



Aperçu des mouvements de population – situation au 13 septembre 2019¹⁵²

¹⁴⁸ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 7, [url](#)

¹⁴⁹ French China, 09/05/2019, [url](#)

¹⁵⁰ UNHCR, s.d., [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 7, [url](#)

¹⁵¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 7, [url](#)

¹⁵² OCHA, 13/09/2019, [url](#)

Concernant les conditions de retour des personnes déplacées et des réfugiés, le rapport du Secrétaire général des Nations unies de juin 2019 mentionne :

« [d]es conditions de retour durable n'ont pas pu être garanties, malgré l'appui du Gouvernement et de la communauté internationale, en raison de problèmes de sécurité et de protection, notamment des conflits liés à la terre et à la propriété, et de l'accès insuffisant aux services de base et à un appui juridique. Même dans les régions relativement stables, les problèmes de protection constituent un obstacle majeur à toute solution durable. De nombreux rapatriés retrouvent leur logement pillé, détruit ou occupé. Dans ce contexte, les déplacements forcés continueront tant que les causes qui en sont à l'origine persistent et que la résilience des populations touchées n'est pas renforcée »¹⁵³.

Dans son rapport d'octobre 2019, le Secrétaire général de l'ONU mentionne une augmentation des retours. Au 1^{er} septembre 2019, 355.000 personnes avaient regagné leur région d'origine, ce qui représente une augmentation de 18 % par rapport à la même période en 2018. Le HCR a facilité le retour de plus de 7.000 réfugiés, principalement dans la préfecture de la Lobaye (sud-ouest). Plus de 90.000 réfugiés sont par ailleurs rentrés volontairement. La source indique qu'un cinquième de la population est toujours déplacée¹⁵⁴.

¹⁵³ Nations unies, Conseil de sécurité, 17/06/2019, p. 8, [url](#)

¹⁵⁴ Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 15/10/2019, p. 7, [url](#)

Résumé

Un accord de paix entre les autorités centrafricaines et quatorze groupes armés a été signé le 5 février 2019. Un gouvernement inclusif comprenant des représentants des groupes armés a été formé fin mars 2019. Certains chefs de groupes armés ont par la suite remis en cause leur participation au processus de paix. Malgré la réticence de certains groupes à désarmer, l'ONU estimait, fin octobre 2019, que près de 600 combattants appartenant à sept groupes armés avaient été démobilisés. Comme prévu par l'accord de paix, les ex-combattants sont progressivement intégrés dans des unités mixtes de sécurité aux côtés de soldats de l'armée régulière.

Les groupes armés, signataires et non-signataires de l'accord de paix, sont les principaux responsables de la violence dans le pays. Les sources consultées constatent une baisse de la violence depuis la signature de l'accord de paix mais une situation sécuritaire qui demeure fragile. Durant la période considérée par ce rapport, les groupes armés ont continué à s'affronter pour le contrôle des territoires et de leurs ressources. Ils se sont par ailleurs opposés à la présence des forces internationales ainsi qu'au redéploiement de l'armée et des institutions de l'Etat à l'intérieur du pays. La période a également été marquée par des attaques contre les travailleurs humanitaires et des exactions contre les civils. Les groupes armés se sont rendus coupables de la plupart des violations des droits de l'homme constatées par les Nations unies. Les groupes armés signataires ont, à de multiples reprises, violé l'accord de paix. Les principales violations recensées ont consisté en des violences à l'encontre des civils, la perception illégale de taxes, l'obstruction au redéploiement de l'Etat et l'occupation de bâtiments publics. La criminalité a globalement baissé. Elle a perduré sur les axes routiers, consistant principalement en attaques contre des convois commerciaux et humanitaires.

Malgré un redéploiement progressif de l'armée à l'intérieur du pays, les sources évaluent que les groupes armés continuent d'occuper les trois quarts du territoire. Durant le premier semestre 2019, les violences ont principalement affecté les préfectures de l'Ouham-Pendé (ouest), de la Mambéré-Kadei (sud-ouest), du Mbomou (sud-est) et de la Ouaka (centre). A Bangui, la situation est restée « relativement stable », selon l'ONU, malgré une légère augmentation de la criminalité. Dans le troisième arrondissement de Bangui, plusieurs initiatives de dialogue et de réconciliation entre communautés musulmane et chrétienne appuyées par la MINUSCA ont permis le retour de personnes déplacées.

Fin août 2019, les Nations unies estimaient que plus de 581.000 personnes étaient déplacés et 602.000 réfugiées dans les pays voisins (essentiellement au Tchad, au Cameroun, en République du Congo et en RDC). Début septembre 2019, l'ONU constatait une augmentation de 18 % des retours par rapport à 2018.

Annexes

Liste des quatorze groupes armés signataires de l'accord de paix du 5 février 2019¹⁵⁵

Groupe arme	Chef
Anti-Balaka/Mokom	Maxime Mokom
Anti-Balaka/Ngaïssona	Patrice-Edouard Ngaïssona
Front démocratique du peuple centrafricain	Martin Koumtamadji (aka Abdoulaye Miskine)
Front populaire pour la Renaissance de la Centrafrique	Nourredine Adam
Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ)	Toumou Deya Gilbert
Mouvement patriotique pour la Centrafrique	Alkhatim Ahamat Mahamat
Rassemblement patriotique pour le Renouveau de la Centrafrique	Herbert Gontran Djono-Ahaba
Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R)	Sidiki Abass Soulimane
Révolution et Justice/Belanga	Bertrand Belanga
Révolution et Justice/Sayo	Armel Ningatoloum Sayo
Seleka/Rénové	Mohamed Moussa Dhaffne
Union des Forces républicaines	Philippe Wagramale
Union des Forces républicaines fondamentales	Dieu Benit Christian Gbeya-Kikobet
Union pour la paix en Centrafrique	Ali Darassa Mahamat

¹⁵⁵ ICG, 18/06/2019, [url](#)

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

- African Daily Voice (ADV), *Centrafrique : formation du gouvernement inclusif après l'accord de Khartoum*, 03/03/2019, <https://africandailyvoice.com/2019/03/03/centrafrique-formation-du-gouvernement-inclusif-apres-laccord-de-khartoum/> [consulté le 11/03/2019]
- Africanews, *Baisse des incidents d'abus et violations des droits de l'homme en RCA durant le premier semestre 2019*, 07/08/2019, <https://fr.africanews.com/2019/08/07/baisse-des-incident-dabus-et-violations-des-droits-de-lhomme-en-rca-durant-le-premier-semestre-2019/> [consulté le 25/09/2019]
- Africanews, *Nouveau gouvernement en Centrafrique, avec davantage de portefeuilles aux groupes armés*, 23/03/2019, <https://fr.africanews.com/2019/03/23/nouveau-gouvernement-en-centrafrique-avec-davantage-de-portefeuilles-aux/> [consulté le 25/03/2019]
- Africanews, *République centrafricaine : le Conseil de sécurité prêt à réexaminer les mesures d'embargo sur les armes*, 11/04/2019, <https://fr.africanews.com/2019/04/11/republique-centrafricaine-le-conseil-de-securite-pret-a-reexaminer-les-mesures-dembargo-sur-les-armes/> [consulté le 17/09/2019]
- Afrique Panorama, *RCA : Embuscade des combattants de l'UPC dans la mine d'or de Kolo à Mingala*, 09/09/2019, <https://afriquepanorama.com/2019/09/09/rca-embuscade-des-combattants-de-lupc-dans-la-mine-dor-de-kolo-a-mingala/> [consulté le 28/10/2019]
- Agence de presse panafricaine (APP), *République Centrafricaine : La baisse des violences est tendancielle*, 13/08/2019, <https://agencedepressepanafricaine.com/republique-centrafricaine-la-baisse-des-violences-est-tendancielle/> [consulté le 19/09/2019]
- Alwihda info, *RCA : La MINUSCA remet des ex-combattants du FPRC à la justice et met en garde contre toute attaque*, 16/10/2019, https://www.alwihdainfo.com/RCA-La-MINUSCA-remet-des-ex-combattants-du-FPRC-a-la-justice-et-met-en-garde-contre-toute-attaque_a78117.html [consulté le 17/10/2019]
- Amnesty International (AI), *Nettoyage ethnique et tueries intercommunautaires en République centrafricaine*, 02/2014, <https://www.amnesty.org/fr/documents/AFR19/004/2014/fr/> [consulté le 15/02/2019]
- Apanews, *Firmin Ngrébada nommé Premier ministre de la Centrafrique*, 25/02/2019, <http://apanews.net/index.php/news/firmin-ngrebada-nomme-premier-ministre-de-la-centrafrique> [consulté le 22/02/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) [site web], s.d., <https://www.acleddata.com/> [consulté le 18/10/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Prospects for Peace? Steps Toward an End to the Conflict in CAR*, 07/02/2019, <https://www.acleddata.com/2019/02/07/prospects-for-peace-steps-toward-an-end-to-the-conflict-in-car/> [consulté le 28/10/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Regional Overview – Africa*, 10/09/2019, <https://www.acleddata.com/2019/09/10/regional-overview-africa-10-september-2019/> [consulté le 28/10/2019]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *L'ONU reconduit l'embargo sur les armes imposé à la Centrafrique*, 01/02/2019, <https://www.bbc.com/afrique/region-47087266> [consulté le 20/02/2019]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Bulletin humanitaire République centrafricaine. Numéro 47 / août/septembre 2019*, 30/09/2019, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/bulletin-humanitaire-r-publique-centrafricaine-num-ro-47-ao-t> [consulté le 08/10/2019]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Bulletin humanitaire République centrafricaine. Numéro 46 / Juillet 2019*, 31/07/2019, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/bulletin-humanitaire-r-publique-centrafricaine-num-ro-46-juillet> [consulté le 17/09/2019]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Bulletin humanitaire République centrafricaine. Numéro 45 / Juin 2019*, 11/07/2019, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/bulletin-humanitaire-r-publique-centrafricaine-num-ro-45-juin-2019> [consulté le 25/09/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Bulletin humanitaire République centrafricaine*. Numéro 44 / Mai 2019, 07/06/2019, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/bulletin-humanitaire-r-republique-centrafricaine-num-ro-44-mai-2019> [consulté le 25/09/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *République centrafricaine. Aperçu des mouvements de population*, 13/09/2019, <https://reliefweb.int/map/central-african-republic/republique-centrafricaine-aper-u-des-mouvements-de-population-13> [consulté le 25/09/2019]

Carte du monde, *Carte République centrafricaine*, s.d., <http://www.cartedumonde.net/pays/republique-centrafricaine/> [consulté le 07/03/2019]

Comersis, *Carte préfectures de la République centrafricaine*, s.d., https://www.google.be/search?q=centrafrique+carte+pr%C3%A9fectures&biw=1093&bih=498&tbm=isch&source=iu&ictx=1&fir=z9I-aPFayaLIQM%253A%252CaPCkAXjaHCSpDM%252C_&vet=1&usq=AI4 - kRNMJ6NADErPqLmcv9YyVx_B_uxq&sa=X&ved=2ahUKewiDq_muk_DgAhXnQhUIHZxsDFkQ9QEwAXoECAAQBA#imgsrc=z9I-aPFayaLIQM [consulté le 06/03/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Lenga G.), *Centrafrique : installation du Préfet de la Nana-Mambéré suite à l'accord de Khartoum*, 28/04/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-installation-du-prefet-de-la-nana-mambere-suite-a-laccord-de-khartoum1111/> [consulté le 17/09/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Mbata A.), *Centrafrique : extrême tension au PK5, deux personnes assassinées*, 12/05/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-extreme-tension-au-pk5-deux-personnes-assassinees/> [consulté le 18/09/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Mbata A.), *Centrafrique : Opération « Wegnnyen negoye » de la Minusca contre le 3R*, 01/06/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-operation-wegnnyen-negoye-de-la-minusca-contre-le-3r/> [consulté le 19/09/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Yékoua B.), *Un redoutable chef Anti-Balaka assassiné par les UPC à Kouango*, 30/09/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/un-redoutable-chef-anti-balaka-assassine-par-les-upc-a-kouango/> [consulté le 16/10/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Centrafrique : 18 morts et une quarantaine de blessés dans une attaque des groupes rebelles au sud-est*, 06/04/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-18-morts-et-une-quarantaine-de-blesses-dans-une-attaque-des-groupes-rebelles-au-sud-est/> [consulté le 17/09/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Centrafrique : Cérémonie de changement de mandat de l'EUTM-RCA*, 09/07/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-ceremonie-de-changement-de-mandat-de-leutm-rca/> [consulté le 23/10/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Les Faca et ses nouvelles recrues à Bouar*, 18/09/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/les-faca-et-ses-nouvelles-recrues-a-bouar1111/> [consulté le 08/10/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Liste complète des membres du gouvernement de Firmin Ngrébada II après entente d'Addis-Abeba*, 22/03/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/liste-complete-des-membres-du-gouvernement-de-firmin-ngrebada-ii-apres-entente-daddis-abeba/> [consulté le 16/09/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Nouvelle débâcle du FPRC à Amdafock, Abdoulaye Miskine pris entre les deux feux*, 14/10/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/nouvelle-debacle-du-fprc-a-amdafock-abdoulaye-miskine-pris-entre-les-deux-feux/> [consulté le 15/10/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Ses équipes à nouveau agressées à Bria : MSF suspend une partie de ses activités*, 28/10/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/ses-equipes-a-nouveau-agressees-a-bria-msf-suspend-une-partie-de-ses-activites/> [consulté le 30/10/2019]

Deutsche Welle (DW), « Il n'y a pas de solution militaire à la crise en RCA ». Interview avec Mankeur Ndiaye, chef de la Minusca, mission de l'ONU en Centrafrique, 11/09/2019, <https://www.dw.com/fr/il-ny-a-pas-de-solution-militaire-a-la-crise-en-rca/a-50386429> [consulté le 08/10/2019]

France Culture, *Après les affrontements à Bangui, 5 ans de conflit en Centrafrique: l'Etat ou la guerre, quelle différence ?*, 03/05/2018, <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/centrafrique5-ans-de-conflit-et-un-constat-la-guerre-ou-letat-quelle-difference> [consulté le 22/02/2019]

French China, *Centrafrique : la MINUSCA annonce une stabilisation générale dans le pays*, 09/05/2019, http://french.china.org.cn/foreign/txt/2019-05/09/content_74765381.htm [consulté le 17/09/2019]

French China, *Centrafrique : l'ONU et ses partenaires saluent la proclamation des résultats définitifs du scrutin présidentiel*, 05/03/2016, http://french.china.org.cn/china/txt/2016-03/05/content_37943122.htm [consulté le 15/02/2019]

Global Centre for the Responsibility to Protect, *Populations at risk. Serious concern. Central African Republic*, 17/01/2017, http://www.globalr2p.org/regions/central_african_republic [18/02/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Conclusions préliminaires. Mission de surveillance du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République centrafricaine (RCA)*, 14/01/2014, www.ohchr.org/Documents/Countries/CF/CARPreliminaryReport2014French.doc [consulté le 15/02/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *République Centrafricaine : L'Experte des Nations Unies condamne des attaques meurtrières et appelle à renforcer la protection des civils*, 24/05/2019, <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24648&LangID=F> [consulté le 18/09/2019]

Huffington Post, *Centrafrique: le président Michel Djotodia et son Premier ministre Nicolas Tiangaye ont démissionné*, 10/01/2014, http://www.huffingtonpost.fr/2014/01/10/centrafrique-president-djotodia-demission_n_4574154.html [consulté le 15/02/2019]

Human Rights Watch (HRW), « Je peux encore sentir l'odeur des morts ». *La crise oubliée des droits humains en République centrafricaine*, 09/2013, https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/car0913fr_ForUpload.pdf [consulté le 15/02/2019]

Human Rights Watch (HRW), *République centrafricaine : Un groupe armé a tué 46 civils*, 18/07/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/07/18/republique-centrafricaine-un-groupe-arme-tue-46-civils> [consulté le 19/09/2019]

Human Rights Watch (HRW), *République centrafricaine : Un nouveau groupe armé sème la terreur*, 20/12/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/12/20/republique-centrafricaine-un-nouveau-groupe-arme-seme-la-terreur> [consulté le 12/10/2017]

Integrated Regional Information Networks (IRIN), *Le nouvel accord peut-il ramener la paix en RCA ?*, 19/05/2015, <http://www.irinnews.org/fr/report/101515/briefing-le-nouvel-accord-peut-il-ramener-la-paix-en-rca> [consulté le 15/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *Centrafrique : les racines de la violence*, 21/09/2015, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-roots-violence> [consulté le 18/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès*, 18/06/2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/277-making-central-african-republics-latest-peace-agreement-stick> [consulté le 18/09/2019]

International Crisis Group (ICG), *République centrafricaine : des pourparlers à la paix*, 28/01/2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-getting-talks-peace> [consulté le 15/02/2019]

International Peace Information Service (IPIS), Danish Institute for International Studies (DIIS) (Schouten P.), *Central African Republic: A Conflict Mapping*, 08/2018, http://www.academia.edu/37476066/Central_African_Republic_A_Conflict_Mapping [consulté le 21/02/2019]

Jeune Afrique (Duhem V.), *Centrafrique : ce qu'il faut retenir du forum de Bangui*, 11/05/2015, <http://www.jeuneafrique.com/231902/politique/centrafrique-ce-qu-il-faut-retenir-du-forum-de-bangui/> [consulté le 15/02/2019]

Jeune Afrique (Kibangula T.), *Centrafrique : que dit l'accord de Nairobi entre ex-Séléka et anti-balaka ?*, 29/01/2015, <http://www.jeuneafrique.com/34124/politique/centrafrique-que-dit-l-accord-de-nairobi-entre-ex-s-l-ka-et-anti-balaka/> [consulté le 15/02/2019]

Jeune Afrique (Pabandji P.), *Centrafrique : Bangui s'inquiète de l'alliance du chef rebelle Abdoulaye Miskine avec un nouveau groupe armé*, 19/08/2019, <https://www.jeuneafrique.com/816408/politique/centrafrique-bangui-sinquiete-de-lalliance-du-chef-rebelle-abdoulaye-miskine-avec-un-nouveau-groupe-arme/> [consulté le 19/09/2019]

Jeune Afrique, *Accord de paix en Centrafrique : 5 des 14 groupes armés signataires désavouent le gouvernement*, 04/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/744690/politique/accord-de-paix-en-centrafrique-5-des-14-groupes-armes-signataires-desavouent-le-gouvernement/> [consulté le 13/03/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : autorités et groupes armés s'accordent sur un nouveau gouvernement inclusif*, 20/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/752022/politique/centrafrique-autorites-et-groupes-armes-saccordent-sur-un-nouveau-gouvernement-inclusif/> [consulté le 25/03/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : l'allègement de l'embargo sur les armes ne va pas bouleverser la donne*, 15/09/2019, <https://www.jeuneafrique.com/829853/politique/centrafrique-lallegement-de-lembargo-sur-les-armes-ne-va-pas-bouleverser-la-donne/> [consulté le 15/10/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : l'ex-chef de milice anti-balaka Patrice-Édouard Ngaïssona arrêté en France*, 12/12/2018, <https://www.jeuneafrique.com/684840/politique/centrafrique-lex-chef-de-milice-anti-balaka-patrice-edouard-ngaissona-arrete-en-france/> [consulté le 28/02/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : le député et ex-chef rebelle « Rambo » a été extradé vers la CPI*, 17/11/2018, <https://www.jeuneafrique.com/665809/politique/centrafrique-le-depute-et-ex-chef-rebelle-rambo-a-ete-extrade-vers-la-cpi/> [consulté le 28/02/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : les groupes armés gagnent des portefeuilles dans le nouveau gouvernement*, 22/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/753248/politique/centrafrique-les-groupes-armes-gagnent-des-portefeuilles-dans-le-nouveau-gouvernement/> [consulté le 25/03/2019]

Koaci, *Centrafrique: Naissance d'un nouveau groupe armé, opposé à l'accord de Khartoum*, 05/06/2019, https://www.koaci.com/article/2019/06/05/centrafrique/politique/centrafrique-naissance-dun-nouveau-groupe-arme-oppose-a-laccord-de-khartoum_131598.html [consulté le 15/10/2019]

L'Express, *Centrafrique: l'élection de la nouvelle présidente de transition saluée par Hollande*, 20/01/2014, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/centrafrique-la-maire-de-bangui-elue-presidente-de-transition_1315739.html [consulté le 15/02/2019]

La Croix (Larcher L.), *Centrafrique, près de six mois après l'accord de paix, rien ne change*, 24/07/2019, <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Centrafrique-pres-six-mois-laccord-paix-rien-change-2019-07-24-1201037240> [consulté le 08/10/2019]

La Libre, *Centrafrique: une dizaine de tués dans des combats entre milices vendredi*, 30/09/2019, <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/centrafrique-une-dizaine-de-tues-dans-des-combats-entre-milices-vendredi-5d9279a2d8ad584f7c0c1815> [consulté le 15/10/2019]

Le Monde (Grillhot G.), *En Centrafrique, l'accord de paix promeut les chefs de guerre mais les violences perdurent*, 18/04/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/18/en-centrafrique-laccord-de-paix-promeut-les-chefs-de-guerre-mais-les-violences-perdurent_5452204_3212.html [consulté le 17/09/2019]

Le Monde (Loubière T.), *Six clés pour comprendre le conflit en République centrafricaine*, 05/12/2013, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/05/republique-centrafricaine-le-conflit-en-six-points_3526169_3212.html [consulté le 15/02/2019]

Le Monde, *Centrafrique : l'opération Sangaris prolongée*, 25/02/2014, https://www.lemonde.fr/international/article/2014/02/25/centrafrique-les-deputes-autorisent-la-prolongation-de-l-operation-sangaris_4373207_3210.html [consulté le 22/02/2019]

Le Monde, *Centrafrique : l'ONU condamne des affrontements « d'une rare violence » entre groupes armés*, 03/09/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/03/centrafrique-l-onu-condamne-des-affrontements-d-une-rare-violence-entre-groupes-armes_5505757_3212.html [consulté le 08/10/2019]

Le Monde, *En Centrafrique, le bilan des combats de Birao atteint les trente-huit morts*, 17/09/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/17/en-centrafrique-le-bilan-des-combats-de-birao-atteint-les-trente-huit-morts_5511389_3212.html [consulté le 08/10/2019]

Le Monde, *Une religieuse franco-espagnole de 77 ans assassinée en Centrafrique*, 22/05/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/05/22/une-religieuse-franco-espagnole-de-77-ans-assassinee-en-centrafrique_5465552_3212.html [consulté le 18/09/2019]

Le Point, *Centrafrique : la France met officiellement fin à l'opération Sangaris*, 31/10/2016, https://www.lepoint.fr/monde/centrafrique-la-france-met-officiellement-fin-a-l-operation-sangaris-31-10-2016-2079807_24.php [consulté le 22/02/2019]

Le Tsunami (Yamale E.), *Centrafrique/Humanitaire : un infirmier de MSF tué par balle, près de Batangafo*, 12/04/2019, <https://letsunami.net/index.php/2019/04/12/centrafrique-humanitaire-un-infirmier-de-msf-tue-par-balle-pres-de-batangafo/> [consulté le 17/09/2019]

Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies en République centrafricaine (MINUSCA), *Baisse des incidents d'abus et violations des droits de l'homme en RCA durant le premier semestre 2019*, 07/08/2019, <https://minusca.unmissions.org/baisse-des-incidents-d%E2%80%99abus-et-violations-des-droits-de-l%E2%80%99homme-en-rca-durant-le-premier-semestre> [consulté le 15/10/2019]

Mondafrique (Boukhris A.), *Centrafrique, de nouveaux combats fratricides entre groupes armés*, 19/10/2019, <https://mondafrique.com/centrafrique-de-nouveaux-combats-fratricides-entre-groupes-armes/> [consulté le 23/10/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2019/822*, 15/10/2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2019_822_F.pdf [consulté le 25/10/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Bilan à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2399 (2018) du Conseil de sécurité (S/2018/729)*, 23/07/2018, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/bilan-mi-parcours-du-groupe-d-experts-sur-la-r-publique-0> [consulté le 21/02/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *La situation en République centrafricaine, S/2018/611*, 18/06/2018, <https://undocs.org/fr/S/2018/611> [consulté le 18/02/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Lettre datée du 26 juillet 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2339 (2017) S/2017/639*, 26/07/2017, http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/639&referer=/english/&Lang=F [consulté le 21/02/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2016/824*, 29/09/2016, http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2016/824 [consulté le 15/02/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2019/498*, 17/06/2019, <https://undocs.org/fr/S/2019/498> [consulté le 16/09/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2019/147*, 15/02/2019, <https://undocs.org/fr/S/2019/147> [consulté le 04/03/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2399 (2018) du Conseil de sécurité, S/2018/1119*, 14/12/2018, <https://undocs.org/fr/S/2018/1119> [consulté le 20/02/2019]

Observatoire des situations de déplacement interne (Internal Displacement Monitoring Centre, IDMC), *République centrafricaine, Sur fond d'instabilité persistante et de poursuite de la transition politique, les PDI restent confrontées à des difficultés majeures*, 26/05/2015, <http://www.internal-displacement.org/assets/library/Africa/Central-African-Republic/pdf/201505-af-car-overview-fr.pdf> [consulté le 11/10/2017]

ONU Info, *En RCA, entre 50 et 70 violations de l'accord de paix sont rapportées chaque semaine (ONU)*, 20/06/2019, <https://news.un.org/fr/story/2019/06/1046021> [consulté le 18/09/2019]

ONU Info, *RCA : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MINUSCA et renforce son appui au processus politique*, 13/12/2018, <https://news.un.org/fr/story/2018/12/1031711> [consulté le 18/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: opération la Minusca contre le groupe armé 3R*, 27/09/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190927-centrafrique-operation-minusca-groupe-3r> [consulté le 08/10/2019]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: signature d'un accord de fin des hostilités à Nairobi*, 28/01/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150128-centrafrique-signature-accord-fin-hostilites-nairobi> [consulté le 15/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *Les Forces armées centrafricaines font leur retour à Bria*, 25/09/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190924-centrafrique-retour-forces-armees-bria> [consulté le 08/10/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: à Birao, les tensions et affrontements continuent*, 03/09/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190902-rca-birao-ville-morte-tensions-affrontements-continuent> [consulté le 08/10/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: des groupes d'auto-défense s'affrontent à Bangui*, 11/07/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190711-rca-groupes-auto-defense-s-affrontent-bangui-pk5> [consulté le 19/09/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: la levée de l'embargo sur les armes en discussion avec l'ONU*, 14/07/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160714-rca-levee-embargo-armes-discussion-onu-centrafrique> [consulté le 20/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: l'armée poursuit sa reconstruction*, 05/08/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180805-rca-armee-poursuit-reconstruction> [consulté le 18/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: le gouvernement et 14 groupes armés paraphent l'accord de paix de Khartoum*, 05/02/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190205-rca-accord-paix-paraphe-khartoum-groupes-armes-gouvernement> [consulté le 19/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: le gouvernement veut accélérer le processus de désarmement des groupes*, 09/08/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190809-rca-gouvernement-veut-acceler-processus-desarmement-groupes-ddrr> [consulté le 19/09/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: le processus de paix remis en cause par certains groupes armés*, 04/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190304-rca-processus-paix-remis-cause-groupes-armes-fprc-fdpc-mlcj> [consulté le 13/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: nouveaux affrontements meurtriers entre milices à Birao*, 14/09/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190914-rca-birao-nouveaux-affrontements-meurtriers-milices> [consulté le 15/10/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: un accord trouvé entre le pouvoir et les groupes armés*, 20/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190320-accord-paix-rca-signataires-s-accordent-nouveau-gouvernement> [consulté le 25/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: un nouveau groupe armé voit le jour dans le Nord*, 05/06/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190605-rca-nouveau-groupe-arme-voit-le-jour-le-nord> [consulté le 15/10/2019]

Radio Ndeke Luka (Kpengou V. M.), *RCA : la mine d'or de Kolo à Mingala annexée par les hommes de l'UPC*, 06/09/2019, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/34481-rca-la-mine-d-or-de-kolo-a-mingala-annexee-par-les-hommes-de-l-upc.html> [consulté le 28/10/2019]

Radio Ndeke Luka, *Basse Kotto : Au moins 18 morts dans une attaque à Zangba*, 05/04/2019, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/33542-basse-kotto-au-moins-18-morts-dans-une-attaque-a-zangba.html> [consulté le 17/09/2019]

Radio Ndeke Luka, *RCA : Une branche Anti-balaka appelle au calme et à la vigilance*, 16/12/2018, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/32865-rca-une-branche-anti-balaka-appelle-au-calme-et-a-la-vigilance.html> [consulté le 16/09/2019]

Radio Ndeke Luka, *Vakaga : 9 morts et 10 blessés dans un accrochage entre deux groupes armés à Amdafock*-RCA, 16/07/2019, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/34164-vakaga-9-morts-et-10-blesses-dans-un-accrochage-entre-deux-groupes-armes-a-amdafock-rca.html> [consulté le 19/09/2019]

Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH), *Central African Republic: group of antibalaka reported in the surroundings of kouango after the death of one of their leader* [post Facebook], 01/10/2019, <https://www.facebook.com/pg/RJDHRCA/posts/> [consulté le 08/10/2019]

Sputniknews (Simo A.), *Centrafrique: la composition du nouveau gouvernement met en péril le 8e accord de paix*, 07/03/2019, <https://fr.sputniknews.com/international/201903071040278206-centrafrique-composition-gouvernement-peril-accord-paix/> [consulté le 13/03/2019]

Sputniknews, *Les Centrafricains manifestent contre l'embargo de l'Onu sur la livraison des armes*, 29/01/2019, <https://fr.sputniknews.com/international/201901291039827800-les-centrafricains-manifestent-contre--embargo-de-onu-livraison-armes/> [consulté le 21/02/2019]

The Conversation (Vircoulon T.), *Centrafrique : échos lointains d'une crise oubliée*, 22/10/2019, <https://theconversation.com/centrafrique-echos-lointains-dune-crise-oubliee-124949> [consulté le 23/10/2019]

The Enough Project (Dukhan N.), *Prolifération II: La frénésie du pouvoir et les guerres d'influence aux origines de l'escalade des violences sectaires en République centrafricaine*, 06/11/2018, <https://enoughproject.org/uncategorized/prolifération-ii-republique-centrafricaine> [consulté le 20/02/2019]

TV5 Monde, *En Centrafrique, la Russie se fait plus discrète*, 20/10/2019, <https://information.tv5monde.com/afrique/en-centrafrique-la-russie-se-fait-plus-discrete-327819> [consulté le 23/10/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Refugees from the Central African Republic*, s.d., https://data2.unhcr.org/fr/situations/car/#_ga=2.90465875.8309645.1568634244-597882484.1554370932 [consulté le 16/09/2019]

Voice of America (VOA), *Affrontements au quartier PK5 de Bangui*, 11/07/2019, <https://www.voafrique.com/a/affrontements-au-quartier-pk5-de-bangui/4995779.html?withmediaplayer=1> [consulté le 19/09/2019]

Voice of America (VOA), *Au moins 5 morts dans des combats entre groupes armés dans le nord-est*, 16/07/2019, <https://www.voafrique.com/a/au-moins-5-morts-dans-des-combats-entre-groupes-armes-dans-le-nord-est/5002361.html> [consulté le 19/09/2019]

Voice of America (VOA), *Au nom de la paix, un chef de guerre à la tête de Bambari*, 18/04/2019, <https://www.voafrique.com/a/rca-au-nom-de-la-paix-un-chef-de-guerre-a-la-tete-de-bambari/4881104.html> [consulté le 17/09/2019]

Voice of America (VOA), *Des antibalaka se retirent du processus de désarmement*, 14/12/2018, <https://www.voafrique.com/a/des-antibalaka-se-retirent-du-processus-de-d%C3%A9sarmement-/4700745.html> [consulté le 16/09/2019]

Voice of America (VOA), *L'accord de paix entaché par un massacre, ultimatum de l'ONU*, 23/05/2019, <https://www.voafrique.com/a/centrafrique-l-accord-de-paix-entache-par-un-massacre-ultimatum-de-l-onu/4928303.html> [consulté le 18/09/2019]

Voice of America (VOA), *Lancement d'une première unité mêlant armée et ex-rebelles*, 17/10/2019, <https://www.voafrique.com/a/lancement-d-une-premi%C3%A8re-unit%C3%A9-m%C3%AAlant-arm%C3%A9e-et-ex-rebelles/5127449.html> [consulté le 28/10/2019]

Voice of America (VOA), *Le PK5 de Bangui ne veut plus de groupe armé*, 31/01/2018, <https://www.voafrique.com/a/au-quartier-musulman-de-bangui-on-ne-veut-plus-de-groupe-arme/4232584.html> [consulté le 22/02/2019]

Voice of America (VOA), *L'ONU approuve un premier allègement de l'embargo sur les armes*, 13/09/2019, <https://www.voafrique.com/a/l-onu-approuve-un-premier-all%C3%A9gement-de-l-embargo-sur-les-armes/5082030.html> [consulté le 08/10/2019]

Voice of America (VOA), *Macron appelle au respect des accords de paix*, 05/09/2019, <https://www.voafrique.com/a/macron-appelle-au-respect-des-accords-de-paix/5071136.html> [consulté le 08/10/2019]

Voice of America (VOA), *Un chef de guerre démissionne du gouvernement centrafricain*, 27/08/2019, <https://www.voafrique.com/a/un-chef-de-guerre-d%C3%A9missionne-du-gouvernement-centrafricain-/5058933.html> [consulté le 18/09/2019]

Voice of America (VOA), *Un groupe armé attaque un village dans l'ouest*, 24/04/2019, <https://www.voaafrique.com/a/un-groupe-armé-attaque-un-village-dans-l-ouest/4889732.html> [consulté le 17/09/2019]

Xinhuanet, *Centrafrique : le gouvernement condamne un affrontement entre groupes armés dans le centre-sud*, 04/10/2019, http://french.xinhuanet.com/2019-10/04/c_138446924.htm [consulté le 08/10/2019]

Xinhuanet, *Centrafrique : une dizaine de personnes portées disparues après une attaque contre un camion humanitaire dans le sud-est du pays*, 29/10/2019, http://french.xinhuanet.com/afrique/2019-10/29/c_138510879.htm [consulté le 30/10/2019]